



Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

8908^e séance

Mercredi 17 novembre 2021, à 15 heures
New York

Provisoire

Président : M. de la Fuente Ramírez/M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique)

Membres :

Chine	M. Zhang Jun
Estonie	M. Lipand
États-Unis d'Amérique	M. DeLaurentis
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Inde	M. Tirumurti
Irlande	M ^{me} Byrne Nason
Kenya	M. Kiboino
Niger	M. Abarry
Norvège	M ^{me} Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} King
Tunisie	M. Ben Lagha
Viet Nam	M. Phan

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de la République islamique d'Iran, du Pakistan et du Tadjikistan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et M^{me} Freshta Karim, Directrice de Charmaghz.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne à présent la parole à M^{me} Lyons.

M^{me} Lyons (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner cette possibilité. Je remercie également les membres du Conseil de me donner l'occasion de parler de la situation en Afghanistan à un moment particulièrement critique pour ce pays.

Au cours des 20 dernières années, les besoins de l'Afghanistan ont fait l'objet de discussions et de décisions dans cette salle avec beaucoup de compassion et de générosité. Mais depuis la prise du pouvoir par les Taliban, le peuple afghan se sent abandonné, oublié, et même puni par des circonstances dont il n'est pas responsable. Abandonner le peuple afghan maintenant serait une erreur historique, une erreur qui a déjà été commise auparavant avec des conséquences tragiques.

Je voudrais commencer par une évaluation générale de l'Administration *de facto* des Taliban, sur la base des échanges que nous avons eus avec eux à Kaboul et dans les provinces au cours des trois derniers mois. Je tiens à préciser que nos échanges officiels ont, dans l'ensemble, été utiles et constructifs. Les autorités *de facto* nous ont assuré qu'elles souhaitaient une présence des Nations Unies et qu'elles appréciaient notre assistance. Elles essayent toujours d'obtenir une reconnaissance internationale et de trouver des moyens pour surmonter l'important déficit de confiance qui, comme elles le savent, existe entre elles et la communauté internationale.

En ce qui concerne la gouvernance, ils ont commencé à percevoir des recettes douanières et ont utilisé une partie de ces recettes pour régler des problèmes urgents, en payant notamment une partie des salaires des fonctionnaires. En outre, les Taliban continuent d'assurer la sécurité de la présence des Nations Unies dans l'ensemble du pays et autorisent un large accès humanitaire, y compris pour les travailleuses humanitaires. Ce changement dans les conditions de sécurité nous a permis de nous rendre dans des régions du pays dans lesquelles nous ne nous étions pas rendus depuis 15 ans, pour y fournir une assistance vitale.

Je voudrais assurer le Conseil que nous n'avons pas hésité à soulever des questions difficiles avec les Taliban, en particulier concernant les droits ethniques, les droits des femmes, l'éducation des filles, l'inclusion et les informations qui nous sont parvenues, faisant état de harcèlement et d'exécutions extrajudiciaires. De manière générale, ils ont pris acte de ces préoccupations et ont souvent reconnu qu'ils avaient commis des erreurs et qu'ils essayaient d'y remédier. Dans le même temps, ils indiquent clairement que, pour l'instant, il y a des limites aux concessions qu'ils sont prêts à faire sur certaines questions.

S'agissant de l'éducation des filles, les autorités *de facto* ont indiqué qu'elles étaient en train d'élaborer une politique nationale afin que le droit des filles à l'éducation puisse être exercé dans l'ensemble du pays, mais elles ont dit qu'elles avaient besoin de plus de temps pour donner des précisions sur cette politique et sa mise en œuvre. Alors qu'au départ, les autorités *de facto* avaient déclaré que les droits des femmes seraient protégés dans le cadre du droit islamique, notamment en matière d'éducation, nous sommes témoins d'une restriction générale des libertés et des droits fondamentaux des femmes et des filles afghanes. Ces restrictions vont de la limitation du droit des femmes au travail à leur absence au sein des principales instances de prise de décision et dans les échelons supérieurs de la fonction publique. Il convient de noter que ces politiques sont appliquées de manière disparate dans le pays, certaines provinces étant nettement moins restrictives que d'autres.

Nous continuons d'appeler à la mise en place d'un gouvernement bien plus inclusif, avec des institutions qui soient l'expression de la grande diversité de l'Afghanistan. Nous constatons toutefois des progrès limités sur cette question. Le Gouvernement intérimaire, appelé ainsi par les Taliban eux-mêmes, reste composé entièrement d'hommes, essentiellement de Pachtounes et presque

entièrement de Taliban. Tant au niveau de la capitale qu'au niveau provincial, l'objectif des nominations récentes semble toujours être de récompenser les combattants plutôt que de promouvoir la gouvernance et l'inclusion.

En outre, je voudrais assurer le Conseil que nous maintenons aussi des contacts étroits avec d'autres secteurs de la société afghane dans l'ensemble du pays, notamment avec les médias, d'anciens responsables gouvernementaux, la société civile, des experts et, très certainement, des groupes de femmes. Dans l'ensemble, les Afghans sont toujours inquiets quant aux intentions futures des autorités *de facto* que sont les Taliban. Ces inquiétudes neutralisent en partie le soulagement que leur a apporté la réduction notable des combats. Bien entendu, les Afghans sont extrêmement préoccupés par la paralysie de l'économie nationale, l'impossibilité de retirer de l'argent et la crainte qu'ils n'aient pas à manger et ne pourront pas nourrir leurs enfants pendant l'hiver dans les mois à venir.

Les manifestations et autres tentatives d'exercer le droit à la liberté d'expression sont également limitées. Les organes de presse continuent de fermer, parfois pour des raisons financières, parfois en raison des restrictions imposées par les autorités *de facto* sur le contenu de leurs publications et émissions. La persistance des tensions et des violences interethniques suscite également des inquiétudes quant aux droits des minorités, et certaines informations font état d'expulsions visant des communautés minoritaires.

Je tiens à dire que bien que la situation générale en matière de sécurité se soit effectivement améliorée, le conflit étant en grande partie terminé, nous recevons régulièrement des informations crédibles faisant état d'atteintes au droit à la vie et au droit à l'intégrité physique des Afghans, notamment des perquisitions à domicile et des exécutions extrajudiciaires d'anciens membres des forces de sécurité gouvernementales et d'anciens responsables gouvernementaux. Le système judiciaire lui-même n'est pas appliqué de manière homogène. La disponibilité des juges, des fonctionnaires, du personnel de police et des ressources juridiques et financières n'est pas la même dans toutes les régions du pays. Aucune femme ne travaille dans le secteur de la justice, et on ne sait toujours pas comment les autorités *de facto* entendent permettre et garantir l'accès des femmes à la justice.

L'incapacité des Taliban d'endiguer l'expansion de l'État islamique d'Iraq et du Levant-Province du Khorassan (EIIL-PK) constitue une autre évolution

négative majeure. L'EIIL-PK, dont la présence était auparavant limitée à quelques provinces et à Kaboul, semble désormais être présent dans presque toutes les provinces et est de plus en plus actif. Le nombre d'attaques a considérablement augmenté cette année par rapport à l'année dernière. Depuis le début de l'année, 334 attaques ont été attribuées à l'EIIL-PK, ou ont été effectivement revendiquées par celui-ci, alors qu'il y avait eu 60 attaques de ce genre en 2020. Ce groupe continue de prendre pour cible les communautés chiites. Les Taliban soutiennent qu'ils mènent une campagne concertée contre l'EIIL-PK, mais cette campagne est inquiétante dans la mesure où elle semble recourir largement à des détentions extrajudiciaires et à des meurtres de membres présumés de ce groupe. C'est une question qui mérite une plus grande attention de la part de la communauté internationale.

Notre impression générale est que les Taliban déploient toutefois des efforts sincères pour être perçus comme un gouvernement. Ces efforts sont en partie limités par le manque de ressources et de capacités, ainsi que par une idéologie politique qui, à bien des égards, va à l'encontre des normes internationales contemporaines de gouvernance qui ont droit de cité dans cette salle. Les Taliban n'ont pas encore pleinement conquis la confiance d'une grande partie de la population afghane et ne l'ont pas convaincue qu'ils sont aptes à gouverner. Par ailleurs, le mouvement a du mal à gérer de graves divisions internes. Tôt ou tard, cependant, les Taliban devront décider s'ils veulent gouverner en prenant en considération les besoins et les droits de la population afghane très diversifiée, ou s'ils veulent gouverner en se fondant sur une idéologie étriquée et sur une base ethnique encore plus étriquée.

Depuis que les Taliban ont pris le pouvoir, les membres de la communauté internationale concentrent leurs efforts sur l'aide à apporter aux Afghans qui veulent quitter le pays, et ce, à juste titre. La crainte généralisée suscitée par l'éventualité d'une vie sous le régime des Taliban a été à l'origine des scènes horribles dont nous avons tous été témoins au lendemain de la prise du pouvoir par les Taliban, en août, lorsque des milliers d'Afghans ont choisi de fuir le pays. Mais notre attention doit maintenant se porter sur le nombre beaucoup plus important d'Afghans qui sont toujours dans le pays mais qui sont confrontés à court terme à un avenir des plus sombres.

Nous sommes au bord d'une catastrophe humanitaire ; toutefois, nous sommes au bord d'une catastrophe humanitaire qui peut être évitée. Les sanctions

financières appliquées à l'Afghanistan ont paralysé le système bancaire, touchant tous les aspects de l'économie. On estime que le produit intérieur brut s'est contracté d'environ 40 %. Les liquidités sont fortement limitées. Les commerçants n'arrivent pas à obtenir de lettres de crédit. Des personnes qui ont travaillé et épargné pendant des années ne peuvent pas accéder à leurs économies. Les salaires des fonctionnaires ne peuvent pas être payés en totalité, lorsqu'ils le sont. Les hôpitaux manquent de médicaments et refusent des patients. Les prix augmentent au fur et à mesure que les biens se raréfient, imposant une taxe punitive sur les Afghans les plus pauvres et les plus vulnérables. Les prix du carburant et des denrées alimentaires augmentent à l'approche de l'hiver. Tout un système socioéconomique complexe est en train de s'effondrer, en partie à cause du gel des avoirs, de la suspension des flux d'aide non humanitaire et des sanctions imposées.

Selon un récent rapport de l'ONU, près d'un Afghan sur deux doit faire face à des niveaux de crise ou d'urgence alimentaire ; une personne sur deux pour une population de quelque 38 millions d'habitants. Alors que l'hiver commence et que les ménages consomment des réserves alimentaires déjà très limitées, nous craignons selon nos prédictions que jusqu'à 23 millions d'Afghans connaissent l'une des pires situations de crise ou d'urgence alimentaire au monde. Cette situation va probablement empirer au cours de l'hiver, faisant de l'Afghanistan le pays qui a la population la plus nombreuse au monde exposée au risque d'insécurité alimentaire : 23 millions de personnes sur une population de 38 millions de personnes exposées au plus grand risque d'insécurité alimentaire. Je répète : ce serait la plus grande population au monde dans cette situation. En outre, alors que le risque de famine était surtout présent autrefois dans les zones rurales, 10 des 11 zones urbaines les plus densément peuplées d'Afghanistan pourraient désormais elles aussi être en situation d'urgence alimentaire.

Malgré d'énormes contraintes, mais soutenus par l'incroyable générosité des nombreux donateurs, nous livrons des quantités importantes d'aide humanitaire. Nous, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et les nombreuses entités des Nations Unies opérant en Afghanistan, sommes reconnaissants aux donateurs, qui ont maintenant presque entièrement financé l'appel éclair lancé en septembre. Au troisième trimestre de cette année, les organisations humanitaires des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui les accompagnent ont apporté

leur aide à près de 10,5 millions de personnes dans tout le pays. Cela comprend l'aide alimentaire, l'aide à l'agriculture et aux moyens de subsistance, le traitement de la malnutrition aiguë chez des enfants, les consultations médicales et le transport de l'eau par camion-citerne pour atteindre des milliers de personnes touchées par la sécheresse. Je suis sûre que le Conseil sait que cette année, l'Afghanistan a dû faire face à la deuxième sécheresse en quatre ans et s'attend à une autre année de sécheresse dans les années à venir.

Notre soutien ne peut se limiter à ces actions. Mon message principal est que l'aide humanitaire ne suffit pas. La communauté internationale doit de toute urgence trouver un moyen d'apporter un soutien financier au personnel de santé des hôpitaux publics, au personnel des programmes de sécurité alimentaire et, enfin, aux enseignants, à condition que le droit des filles à l'éducation soit clairement respecté. Cela ne peut se faire que par l'entremise des institutions et des mécanismes de mise en œuvre qui ont été construits à grands frais au cours des deux dernières décennies grâce à la contribution de nombreux pays ici représentés. Je tiens à assurer le Conseil que les Nations Unies mettront tout en œuvre pour que les fonds fournis par ces mécanismes de mise en œuvre ne soient pas détournés vers les Talibans ou par ces derniers. Nous avons créé un dispositif indépendant pour le paiement des salaires dans le secteur de la santé, mais il doit être étendu et reproduit dans de nombreux autres domaines de services essentiels. Nous aurons besoin d'un dialogue intense avec les donateurs sur ces questions. Au cours des trois ou quatre prochains mois, nous devons mettre l'accent sur l'aide à apporter aux Afghans les plus vulnérables pour qu'ils puissent supporter l'hiver, sans pour autant affaiblir les institutions et les mécanismes d'adaptation qui empêchent le reste de la population de sombrer dans une plus grande vulnérabilité.

Autre point inquiétant, je dois signaler que la situation actuelle menace d'accroître le risque d'extrémisme. La détérioration continue de l'économie formelle donnera une impulsion à l'économie informelle, notamment aux drogues illicites, aux flux d'armes et à la traite des êtres humains. La paralysie continue du secteur bancaire poussera une plus grande partie du système financier vers des bureaux de change informels exempts de toute responsabilité et non réglementés, ce qui ne peut que contribuer à faciliter le terrorisme, le trafic et la poursuite de la contrebande de drogue. Ces pathologies toucheront d'abord l'Afghanistan, mais elles infecteront ensuite la région.

Les pays de la région instaurent ou maintiennent divers processus importants de soutien. Les réunions tenues dans le cadre du processus de Moscou et de la « troïka élargie », associant la Chine, le Pakistan, la Russie et les États-Unis, se sont poursuivies. Je suis aussi ravie d'annoncer que deux réunions ont été organisées à Islamabad et à Téhéran – et je pense que la prochaine se tiendra à Pékin – dans le cadre du nouveau format de réunions des Ministres des affaires étrangères des pays voisins de l'Afghanistan. L'Inde a aussi récemment organisé une conférence regroupant des conseillers en sécurité nationale de certains pays de la région. Ce sont autant d'indications qui illustrent l'importance que les pays de la région accordent à cette période critique.

Toutes ces réunions insistent à juste titre sur le besoin de stabilité en Afghanistan ainsi que sur l'urgence de lutter contre le trafic de drogue et le terrorisme transnational. Tout comme le reste de la communauté internationale, les pays de la région appellent à la mise en place d'un gouvernement plus inclusif en Afghanistan et rappellent la nécessité d'éduquer les filles, du retour des femmes au travail et du respect des droits humains et des droits des minorités. Sur ces questions, il existe un solide consensus régional et international, et le monde parle à l'unisson aux Taliban.

Les problèmes de l'Afghanistan n'ont pas seulement un caractère régional. La meilleure façon de promouvoir la stabilité et le soutien international à l'avenir est que les Taliban évitent l'isolement qui a marqué leur passage précédent au pouvoir. À cette fin, il faut un dialogue politique soutenu et structuré entre les autorités *de facto* – les Taliban –, les autres parties prenantes afghanes et l'ensemble de la région et de la communauté internationale. La MANUA est bien placée pour jouer un rôle essentiel dans ce dialogue important, en fonction de son futur mandat. L'objectif doit être de tracer une voie progressive mais concertée précisant les mesures concrètes pour établir des relations constructives entre l'Afghanistan et le monde en général, le bien-être et les droits de la population afghane étant bien entendu l'objectif central de tous ces efforts. Pour être franche, c'est la seule façon de préserver une grande partie des progrès réalisés au cours des 20 dernières années. Une telle feuille de route, une telle voie et un engagement continu ouvriraient la voie à des échanges plus constructifs sur une grande variété de priorités internationales, notamment la responsabilité qu'ont les autorités de fait envers la population afghane de s'acquitter des obligations

qui leur incombent au titre des nombreux instruments conventionnels soutenus par le Conseil et auxquels l'État afghan est partie.

Je sais que nul ne peut garantir que toutes ces mesures en elles-mêmes assureront un avenir meilleur aux Afghans, mais nous pouvons en revanche garantir que, si nous ne faisons pas cet effort concerté, leurs vies empireront très certainement. Ce n'est pas le moment de tourner le dos au peuple afghan. Si nous le faisons, notre échec collectif se fera ressentir pendant des décennies, et la douleur de millions d'Afghans durera aussi longtemps.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Lyons de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Karim.

M^{me} Karim (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité de m'avoir invitée. C'est un honneur d'être ici, mais je dois admettre qu'il m'a fallu beaucoup de courage pour venir à cette séance.

Cela tient au fait que je suis épuisée par cette guerre et au bord de l'effondrement émotionnel, comme tous les Afghans. Le sentiment de perte est gigantesque. Chaque famille afghane, la mienne comprise, a perdu au moins l'un de ses membres durant les décennies d'une guerre sans fin. Nos cimetières en sont la preuve, et notre terre est témoin de tout le sang humain versé sur elle. Dans le silence des cimetières, en regardant les tombes de soldats du Gouvernement précédent, de combattants taliban, de jeunes femmes et d'enfants, j'en suis venue à une conclusion brute et claire : il n'y a pas d'ennemi, et aucun humain ne devrait plus être tué pour cette guerre ou toute autre guerre.

Après des années de souffrance, chacun d'entre nous – de moi en tant qu'Afghane à la communauté internationale, en passant par mes pairs et les Taliban – doit cesser de voir l'autre comme un ennemi. Il nous faut faire l'effort de voir l'humanité chez les autres et d'entendre leur souffrance et leurs histoires. Nous avons également besoin d'être courageux et de demander pardon pour nos torts et pour les vies perdues. Ce n'est pas facile, et je le comprends, mais nous devons le faire.

Aujourd'hui, je m'engage sur cette voie en déclarant que nul n'est mon ennemi. Chacun d'entre nous a ses propres attentes et sa propre vision de la vérité et de l'avenir. Nous ne sommes pas d'accord sur beaucoup de choses, mais nous devons coexister. J'appelle l'ONU à travailler avec toutes les parties prenantes à la création

d'une structure politique qui permette la coexistence et la fin du cycle guerrier où l'Afghanistan est pris au piège depuis des décennies.

Depuis le retour des Taliban, l'approche mondiale a consisté à se concentrer sur les évacuations, la crise des migrants afghans, l'aide humanitaire et le lobbying pour l'éducation des filles. Tout cela est très important, mais le bien-être des citoyens afghans ne peut être réalisé durablement que si nous avons une stabilité politique. Or, je ne vois pas suffisamment d'efforts mondiaux en ce sens. Cela m'effraie. Cela m'effraie complètement car sans cette stabilité, nous avons juste une pause dans la guerre – juste une pause. La guerre n'est pas finie. Il y aura davantage de vies perdues, de pauvreté et d'isolement mondial. Je vais expliquer pourquoi ce n'est qu'une pause dans la guerre et non la fin de la guerre.

C'est parce que les arrangements actuels des Taliban autour du pouvoir politique reposent sur l'exclusion. Ils excluent les autres Pachtoues. Ils excluent tous les groupes ethniques. Ils excluent les femmes et tous les acteurs politiques précédents. L'exclusion et l'absence de partage du pouvoir ne fonctionnent pas en Afghanistan, de la même façon qu'ils ne fonctionnent pas où que ce soit dans le monde. Cela crée des dissensions, et notre histoire récente en est la preuve. Il suffit de regarder l'Histoire. Nous avons eu une guerre civile entre différents groupes ethniques pas plus tard qu'il y a 30 ans, dans les années 90, après le retrait de l'Union soviétique. Ensuite, après 2001, quand les Taliban ont été exclus de la Conférence de Bonn et des négociations y afférentes, ils sont revenus. Nous en avons été témoins.

L'Afghanistan a également comme problème que sa structure et son système politique sont extrêmement centralisés, et les Taliban en ont hérité du précédent Gouvernement. Les gens des provinces et des zones rurales s'en trouvent privés de moyens d'action. C'est pour cela que tant de nos citoyens ruraux, exclus et pauvres se sont joints à la lutte pour prendre le contrôle de Kaboul. Sans structure politique permettant à tous les groupes de se faire entendre sans violence, le recours à la violence est probable. La violence reste omniprésente dans le pays, même après le retour des Taliban. Nous voyons déjà Daech faire exactement ce que les Taliban faisaient : commettre des attentats-suicides. Que des soldats du Gouvernement précédent les rejoignent donne à réfléchir. D'ailleurs, je signale qu'il y a juste deux heures un attentat-suicide a tué deux enfants et plusieurs autres personnes à Kaboul.

C'est la raison pour laquelle je dis que ce que nous voyons, c'est une pause dans la guerre. À moins que nous le rompions, le cycle continuera de se répéter. Nous avons vu des prises de pouvoir violentes par différents groupes en Afghanistan, au fil des années. Au mieux, elles n'ont fait que suspendre le cycle de la guerre pendant quelques années. Cependant, c'est uniquement par des moyens non violents et des négociations rassemblant tous les groupes que nous serons en mesure de créer un nouveau système politique dans le cadre duquel nous puissions tous coexister. Ce n'est que de cette manière qu'il nous sera possible de mettre fin à la guerre et de pérenniser la paix. Nous avons besoin d'un effort mondial authentique pour faire du moment où nous sommes aujourd'hui l'occasion d'une paix de long terme. À cette fin, j'ai trois recommandations.

Premièrement, j'exhorte l'ONU et les gouvernements neutres amis à jouer un rôle directeur pour réunir à nouveau toutes les parties prenantes sur le modèle de la Conférence de Bonn. Le but devrait être d'assurer la justice transitionnelle par l'intermédiaire de ce modèle afin de créer un système politique acceptable pour tous et inclusif de tous – garantissant la justice sociale, la répartition des richesses et des possibilités et la décentralisation du pouvoir – et de veiller à ce que tous les citoyens jouissent de leurs droits fondamentaux.

Deuxièmement, j'exhorte toutes les Puissances régionales rivales, notamment l'Inde et le Pakistan, mais pas seulement, à montrer les meilleures versions d'elles-mêmes, laissant de côté leurs rivalités régionales, pour œuvrer véritablement à la paix. Les manœuvres visant à gagner du pouvoir dans la région ne peuvent pas leur attirer le respect lorsqu'il en coûte la misère d'enfants, des populations vivant sous le joug de la guerre et des cimetières pleins de jeunes hommes qui auraient pu avoir une vie.

Troisièmement, j'exhorte la communauté mondiale à soutenir les acteurs locaux, les organisations non gouvernementales et les associations qui travaillent en Afghanistan. Il faut leur apporter un appui financier et social pour leur donner les moyens de poursuivre leur action locale au service de la paix. De cette manière, nous pouvons avoir un effort de paix au niveau local en parallèle des efforts internationaux.

Pour terminer, j'appelle chacun d'entre nous à prendre des décisions courageuses, car c'est dans nos moments les plus sombres que nous devons prendre les décisions les plus courageuses.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M^{me} Karim de son exposé et de sa participation à la présente séance.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), M^{me} Lyons, pour son exposé. Nous sommes ravis que la Représentante spéciale soit avec nous ici dans la salle du Conseil de sécurité, et nous félicitons toute l'équipe de la MANUA pour son travail crucial et acharné à l'appui du peuple afghan.

En effet, le peuple afghan entre dans un hiver particulièrement rude. Comme la Représentante spéciale Lyons vient de le dire, plus de la moitié de la population est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë, et le Programme alimentaire mondial a lancé de multiples avertissements quant au risque de décès massifs dus à la faim dans tout l'Afghanistan au cours des prochains mois. L'Afghanistan est très vulnérable à la sécheresse et aux autres effets des changements climatiques, ce qui exacerbe l'insécurité alimentaire et aggrave la crise humanitaire. Cela peut également conduire à davantage d'instabilité et de déplacements et accroître la vulnérabilité des groupes marginalisés, notamment les femmes. Dans ce contexte, l'aide humanitaire est des plus urgentes, et nous attendons des Taliban, ainsi que de toutes les parties en Afghanistan, qu'ils veillent à ce que l'aide humanitaire soit fournie conformément aux principes humanitaires.

La Norvège a porté son aide humanitaire à l'Afghanistan à un total de 37 millions de dollars cette année, mais nous savons que l'assistance humanitaire seule ne suffit pas. Les difficultés politiques liées à la prise du pouvoir des Taliban par la force ne doivent pas nous empêcher de mettre tout en oeuvre pour sauver des vies afghanes. Le rétablissement des services de base, en particulier les soins de santé et l'éducation, est vital. Nous soulignons l'importance de garantir un accès sûr au droit à l'éducation et de préserver ce droit, notamment par la mise en oeuvre intégrale de la résolution 2601 (2021). Afin de garantir la fourniture des services de base, la Norvège a décidé de verser environ 23 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale réservé pour l'Afghanistan, nouvellement créé. La communauté internationale doit explorer tous les moyens à disposition pour que l'Afghanistan retrouve

une économie qui fonctionne normalement, avec des habitants qui font du commerce et ont un emploi rémunéré, ainsi qu'avec un secteur financier remis sur pied et fonctionnel. Il faut absolument éviter un effondrement économique total.

Je tiens aussi à remercier Freshta Karim de son exposé au Conseil de sécurité et de ses messages importants sur la gouvernance inclusive. Je salue son plaidoyer de longue date en faveur du droit à l'éducation pour tous les enfants en Afghanistan. Sa déclaration rappelle une fois de plus au Conseil et à la communauté internationale l'importance de continuer de consulter les Afghanes dans tous nos efforts concernant l'avenir de l'Afghanistan. La Norvège intensifie donc son soutien aux organisations qui promeuvent les droits des femmes et leur participation à la société afghane, en particulier celles qui travaillent au niveau local pour prévenir les conflits et protéger les droits humains.

Je tiens également à exprimer mes condoléances à tous ceux qui ont connu les défenseuses des droits humains Frozan Safi et Hijratullah Khogyani. Nous nous faisons fermement l'écho des appels lancés pour qu'une enquête rapide, indépendante et impartiale soit menée sur leur mort et que les auteurs soient amenés à en répondre.

Les conditions de sécurité en Afghanistan demeurent une source de grande préoccupation. Les récents actes de terrorisme contre des lieux de culte et des hôpitaux méritent notre plus ferme condamnation. Ces attentats ajoutent aux souffrances du peuple afghan. Nous attendons des Taliban qu'ils fassent tout leur possible pour lutter contre les groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda et l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, en gardant à l'esprit que le respect des droits humains fait partie intégrante de toute stratégie antiterroriste efficace.

Je tiens, pour terminer, à souligner une nouvelle fois la gravité de la situation humanitaire en Afghanistan. Les personnes qui dirigent le pays en sont responsables. Néanmoins, la communauté internationale doit également faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider la population afghane en cette période critique. Si nous voulons éviter une catastrophe d'une ampleur gigantesque, il n'y a pas de temps à perdre.

M. Lipand (Estonie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M^{me} Karim pour son message et son courage aujourd'hui. Je remercie également la Représentante spéciale Lyons de son exposé.

Il est évident que la situation en Afghanistan s'est aggravée et que le rôle de l'ONU et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dans ce contexte est plus nécessaire que jamais. On ne saurait sous-estimer l'importance de la MANUA dans la coordination de la fourniture de l'aide humanitaire et la collaboration avec les autorités, dans le suivi des conditions de sécurité et du respect des droits humains et la remontée de l'information à ce sujet, et dans l'appui à la gouvernance et à l'état de droit.

Plusieurs réunions portant sur l'Afghanistan se sont tenues récemment, dans des lieux et sous des formats différents, y compris la *troïka* élargie la semaine dernière, mais les principaux messages qui ressortent de toutes ces manifestations sont les mêmes et peuvent se résumer à un appel aux Taliban à tenir leurs promesses et à se montrer à la hauteur de leurs déclarations publiques. Cela signifie avant tout la formation d'un gouvernement inclusif et représentatif. La composition du Gouvernement actuel est jugée fort décevante. Le fait de ne pas tenir compte de la diversité du peuple afghan et d'exclure les femmes sont des décisions qui vont clairement à l'opposé des attentes de la communauté internationale et nourrissent les inquiétudes concernant l'instabilité future du pays, comme M^{me} Karim l'a souligné avec beaucoup d'éloquence dans son exposé d'aujourd'hui.

L'Estonie souligne une nouvelle fois qu'une paix durable en Afghanistan ne peut être garantie que par le respect et l'application des normes et standards internationaux et des protections constitutionnelles des droits de l'ensemble de la population afghane, en particulier les femmes, les enfants et les personnes appartenant à des minorités. Ce n'est pas en excluant les femmes du monde de l'emploi et de la vie publique, en limitant leur mobilité et en portant atteinte à leur droit à une participation pleine, égale et véritable à la prise de décision et à tous les autres aspects de la société afghane, ainsi qu'à leur accès à la justice, que l'Afghanistan connaîtra le développement ou la prospérité. Sans la participation et le soutien des femmes, l'Afghanistan ne sera pas en mesure d'offrir une éducation à tous ses enfants, ni de garantir la fourniture d'une aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin.

L'Afghanistan a cruellement besoin d'aide humanitaire en ce moment. L'Estonie et tous les autres membres de l'Union européenne ont promis près de 800 millions de dollars d'aide humanitaire dans le cadre de l'appel éclair lancé en septembre. Il est encourageant de constater que l'aide commence à arriver en

Afghanistan par différents canaux, mais pour atteindre les personnes dans le besoin, toutes les parties doivent accorder un accès humanitaire immédiat, en toute sécurité et sans entrave aux organismes humanitaires des Nations Unies et autres acteurs pour qu'ils puissent prêter leur assistance, y compris les travailleuses humanitaires pour l'acheminement de l'aide, les travailleuses de la santé pour la fourniture de soins médicaux et les enseignantes pour l'éducation des élèves. Nous nous félicitons de la rapide mise en place du Fonds d'affectation spéciale réservé du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Afghanistan et encourageons l'adoption d'autres mesures qui contribueraient à renforcer l'économie du pays et à accroître ses liquidités.

L'Estonie reste déterminée à aider le peuple afghan. Toutefois, notre coopération avec les dirigeants afghans, quels qu'ils soient, dépendra de leur volonté de préserver les acquis des dernières décennies et d'agir conformément aux normes et aux règles du droit international, y compris le droit international des droits de l'homme. Nous condamnons le recours à la violence contre les manifestants pacifiques et les journalistes, pour lesquels l'Afghanistan reste un des endroits les plus dangereux au monde pour travailler, malgré une amélioration générale des conditions de sécurité dans le pays. Nous condamnons également les récents attentats terroristes, qui se sont multipliés dans tout le pays, et nous rappelons que nous nous attendons à ce que le territoire de l'Afghanistan ne soit pas utilisé pour mener des activités terroristes contre quelque pays que ce soit.

Je voudrais conclure en remerciant tout particulièrement le personnel de la MANUA et l'ensemble du personnel des Nations Unies en Afghanistan, dont les efforts pour fournir une aide et favoriser la stabilité au profit du peuple afghan sont essentiels en cette période de crise.

M. Phan (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Lyons de son exposé complet et circonstancié. Je salue vivement les efforts déployés ces trois derniers mois par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), la Représentante spéciale du Secrétaire général et les autres membres du personnel des Nations Unies présents sur le terrain. Je remercie également Freshta Karim de nous avoir fait part de ses réflexions et de son témoignage.

Le Viet Nam continue de suivre de près l'évolution de la situation en Afghanistan. Nous condamnons avec fermeté la poursuite des attentats terroristes en Afghanistan ces dernières semaines et exprimons nos

plus sincères condoléances aux familles des victimes. Nous espérons sincèrement que la situation dans le pays se stabilisera bientôt, dans l'intérêt du peuple afghan et de la paix et de la stabilité dans la région, en particulier dans les pays voisins de l'Afghanistan.

Aujourd'hui, je souhaite mettre l'accent sur les points suivants.

Premièrement, il est impératif de promouvoir un règlement politique inclusif avec la participation pleine, forte et effective des femmes pour assurer la stabilité, l'unité et le développement du pays. Nous appelons toutes les parties concernées en Afghanistan à poursuivre le dialogue, à régler leurs différends et à promouvoir la réconciliation et l'harmonie nationales. Nous appelons également à la participation active des femmes et des jeunes dans tous les aspects de la société, en particulier dans l'éducation et l'emploi.

Deuxièmement, il est crucial de garantir l'ordre et la sécurité dans le pays, ainsi que la sûreté, la sécurité et le bien-être de tous les habitants de l'Afghanistan. Toutes les parties doivent continuer de respecter les obligations que leur impose le droit international, y compris le droit humanitaire. Le fonctionnement normal des infrastructures indispensables et des services essentiels pour la population civile, en particulier les groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées, doit être assuré. La sûreté, la sécurité et les conditions de travail du personnel des Nations Unies, des travailleurs humanitaires, des ressortissants étrangers, des organisations internationales et des missions diplomatiques doivent être garanties.

Troisièmement, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relever les défis croissants liés à la situation humanitaire et économique, à l'insécurité alimentaire, aux migrants et aux réfugiés, et à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La situation économique actuelle en Afghanistan présente des défis considérables. Il est extrêmement alarmant que plus de 20 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population du pays, soient exposées à des niveaux d'insécurité alimentaire critiques, comme vient de le décrire la Représentante spéciale Lyons. Un accès humanitaire immédiat, sûr et sans entrave doit être garanti pour que l'on puisse atteindre les Afghans dans le besoin. En outre, nous demandons aux partenaires régionaux et internationaux de l'ONU de redoubler d'efforts afin d'encourager la paix et la reconstruction en Afghanistan pour sauver l'économie du pays qui est au bord

de l'effondrement. Il est encourageant de constater les efforts que n'ont cessé de déployer ces derniers mois différents partenaires pour fournir une aide humanitaire.

Quatrièmement, nous saluons les efforts déployés par la MANUA en ce moment critique. Nous soulignons une nouvelle fois qu'il importe d'assurer la sécurité et la sûreté de la Mission et de tous les membres de son personnel, aussi bien ceux recrutés sur le plan international que ceux recrutés sur le plan local. Nous attendons avec intérêt le prochain rapport du Secrétaire général sur les recommandations stratégiques et opérationnelles pour le mandat de la MANUA. Nous appelons une nouvelle fois toutes les parties concernées en Afghanistan à coopérer pleinement et à créer des conditions favorables permettant à l'ONU et à la MANUA de s'acquitter de leur mandat dans l'intérêt du peuple afghan et du développement du pays.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Nous tenons à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Deborah Lyons, de son exposé sur l'évolution récente de la situation en Afghanistan. Nous remercions également de son exposé instructif M^{me} Freshta Karim, Directrice de l'organisation non gouvernementale pour l'éducation Charmaghz.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines sont extrêmement préoccupés par le nombre croissant d'attaques terroristes menées par l'État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan, qui ont principalement visé des minorités religieuses. Nous condamnons fermement la récente série d'attentats odieux qui ont visé des lieux saints à Kandahar et à Konduz dont le but est d'instiller la peur et d'alimenter les divisions au sein du peuple afghan. Prendre pour cible des civils, y compris le personnel médical, et des infrastructures civiles est non seulement répréhensible mais c'est aussi une violation du droit international humanitaire. Tous les responsables de ces actes doivent rendre des comptes.

La tournure inquiétante des événements en Afghanistan appelle des mesures immédiates pour revitaliser l'architecture mondiale de lutte contre le terrorisme afin de garantir une action structurée et coordonnée pour faire face à ces attaques, qui constituent clairement une menace contre la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil de sécurité doit s'efforcer de veiller à ce que toute intervention soit motivée par les intérêts de paix, de sûreté et de sécurité du peuple afghan et non par des intérêts géostratégiques, ce qui ne ferait que compliquer davantage la situation.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines saluent la troisième réunion des participants aux consultations sur l'Afghanistan tenues au format moscovite le 20 octobre, et ont pris note de ses recommandations qui, si elles sont mises en œuvre, pourraient contribuer grandement à la paix et à la stabilité en Afghanistan. Nous appelons en particulier les Taliban à prendre des mesures immédiates pour améliorer la gouvernance et former un gouvernement véritablement inclusif qui reflète de manière adéquate les intérêts de tous les groupes ethno-politiques, condition préalable à un processus de réconciliation nationale en Afghanistan.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines demeurent que les Taliban n'ont guère fait d'efforts pour honorer les promesses qu'ils ont faites au peuple afghan. Nous réitérons notre appel aux Taliban pour qu'ils fournissent des efforts tangibles et soutenus en faveur de la paix, qu'ils rompent leurs liens avec les groupes terroristes et leurs affiliés, et qu'ils engagent un dialogue constructif avec toutes les composantes de la société en vue de rétablir la sécurité, de mettre en place une structure de gouvernance saine et de faire respecter les droits de l'homme pour tous, sans discrimination fondée sur la religion, l'origine ethnique, le sexe ou toute autre considération.

Nous demandons également aux Taliban de prendre des mesures immédiates pour appréhender les dirigeants et les agents d'Al-Qaïda et de l'État islamique, leur demander des comptes et démontrer que l'Afghanistan ne sera pas un refuge pour les réseaux terroristes. Il convient donc de s'appuyer si nécessaire sur l'ensemble des mesures prévues par la résolution 1267 (1999) et les résolutions ultérieures.

Plus de 23 millions de personnes souffrant de faim aiguë et près de 9 millions de personnes se trouvant dans des conditions proches de la famine en Afghanistan, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines restent profondément préoccupés par la situation humanitaire catastrophique dans ce pays. La situation est aggravée par l'effondrement de l'économie qui a plongé de nombreux Afghans dans une extrême pauvreté. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation des enfants : on estime que 3,2 millions d'enfants de moins de 5 ans sont au bord de la malnutrition aiguë.

Pour répondre aux besoins immédiats, les organismes humanitaires et la communauté internationale doivent donner la priorité aux services publics essentiels, notamment la santé et l'éducation pour tous. À cet égard, les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines saluent l'appui de la communauté internationale, en particulier ses contributions de plus de 1,1 milliard de dollars en aide humanitaire et en aide au développement annoncées lors de la conférence d'annonce de contributions du 13 septembre. Nous mettons en garde les Taliban contre le fait de profiter de la bonne volonté de la communauté internationale pour prendre en otage la population afghane dans le but d'obtenir des concessions financières ou politiques.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines sont gravement préoccupés par le sort des femmes et des filles d'Afghanistan, qui se voient refuser l'exercice de leurs droits fondamentaux, notamment le droit au travail et le droit à l'éducation. L'éducation n'est pas seulement un droit fondamental, mais c'est aussi une obligation religieuse importante qui ne doit pas être utilisée comme une excuse pour exercer une discrimination à l'endroit des femmes et des filles. Nous sommes donc solidaires des femmes afghanes et défendons leur droit inaliénable à contribuer positivement au développement de leur pays. À cet égard, nous soulignons qu'il est impératif qu'elles participent pleinement et véritablement à tous les aspects de la vie afghane, y compris au niveau communautaire et aux plus hauts niveaux. Pour y parvenir, il faut un engagement tout aussi fort en faveur de l'élimination de toutes les formes de violence sexuelle et fondée sur le genre et des autres préjugés sexospécifiques contre les femmes, les filles et les enfants afghans, ainsi que de toute action visant à restreindre la liberté de circulation des femmes.

Enfin, le Kenya, le Niger, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Tunisie réaffirment leur solidarité indéfectible avec le peuple afghan et sont prêts à appuyer tous les efforts visant à assurer sa sécurité et son bien-être.

M. Tirumurti (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Deborah Lyons, de son exposé. Je tiens tout particulièrement à exprimer à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) la gratitude de ma délégation pour l'action qu'elle mène en cette période difficile. Je remercie également M^{me} Freshta Karim de ses observations.

L'Afghanistan a déjà été le théâtre de beaucoup de bains de sang et de violences ces dernières années. Nous avons également entendu aujourd'hui la Représentante spéciale du Secrétaire général parler de la situation désastreuse dans le pays. En outre, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus de la moitié de la population afghane est en situation d'insécurité alimentaire aiguë à des niveaux de crise ou d'urgence, et une aide humanitaire urgente est nécessaire pour répondre aux besoins alimentaires de base de la population.

Au cours des 20 dernières années, l'Inde a contribué considérablement au développement de l'Afghanistan. L'Inde a mis en œuvre des projets de développement dans tous les domaines essentiels du développement socioéconomique, tels que l'électricité, l'approvisionnement en eau, le réseau routier, les soins de santé, l'éducation, l'agriculture et le renforcement des capacités. En ce moment même, l'Inde continue d'accorder des bourses d'études à des milliers d'Afghans et d'Afghanes pour qu'ils poursuivent leurs études en Inde. L'Inde a lancé plus de 500 projets de développement dans chacune des 34 provinces de l'Afghanistan. Nous avons également apporté une aide humanitaire à l'Afghanistan en lui fournissant 75 000 tonnes de blé l'année dernière, ainsi que des fournitures médicales essentielles et des vaccins contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Une fois de plus, l'Inde est prête à fournir au peuple afghan une aide humanitaire urgente, sous forme de céréales alimentaires et de médicaments.

L'Inde reste fidèle à l'engagement qu'elle a pris de fournir une aide humanitaire au peuple afghan. Dans ce contexte, elle a appuyé l'appel lancé par la communauté internationale en faveur d'un accès humanitaire direct et sans entrave en Afghanistan. La fourniture de l'aide humanitaire doit être fondée sur les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, le déboursement de l'aide doit se faire de manière non discriminatoire et l'aide doit être accessible à tous et toutes, indépendamment de l'appartenance ethnique, de la religion ou des opinions politiques. En particulier, l'aide doit être fournie en priorité aux plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les minorités. Nous appelons la communauté internationale et les pays de la région à faire front commun, en dépassant les intérêts partisans. L'Inde, principal partenaire régional de développement de l'Afghanistan, est prête à coordonner son action avec celle des autres parties prenantes afin de permettre la fourniture rapide de l'aide dont le peuple afghan a tant besoin.

Le terrorisme continue de représenter une menace grave pour l'Afghanistan et pour la région. D'ailleurs, le Conseil de sécurité lui-même s'est réuni à plusieurs reprises depuis le mois d'août pour s'exprimer d'une seule voix concernant les lieux de culte, notamment ceux fréquentés par les minorités religieuses et ethniques, et d'autres lieux publics tels que les hôpitaux, qui ont été pris pour cible par les terroristes. La résolution 2593 (2021) trace clairement les contours des attentes de la communauté internationale sur une série de questions essentielles et urgentes. Elle énonce les exigences en matière de lutte contre le terrorisme, où elle note les engagements pris par les Taliban de ne pas permettre que le territoire afghan soit utilisé à des fins de terrorisme, y compris par les terroristes et les groupes terroristes désignés par la résolution 1267 (1999).

La résolution 2593 (2021) énonce également les attentes de la communauté internationale concernant un règlement politique inclusif et négocié qui prévoit la participation entière, égale et véritable des femmes, des minorités et des divers groupes politico-ethniques du pays ; concernant l'importance de respecter les droits humains, y compris ceux des femmes, des enfants et des minorités ; et concernant l'obligation de fournir une assistance humanitaire au peuple afghan. L'une de nos priorités immédiates est d'évacuer les personnes bloquées dans le pays, ainsi que d'assurer leur libre circulation pour qu'elles soient autorisées à se déplacer en Afghanistan et à sortir du pays.

La situation en Afghanistan continue de nous inquiéter au plus haut point. La situation actuelle a des répercussions directes sur l'Inde, en tant que voisine immédiate et amie de longue date du peuple afghan. Dans ce contexte, l'Inde a récemment organisé, le 10 novembre, le troisième dialogue régional sur la sécurité des conseillers pour la sécurité nationale consacré à l'Afghanistan, avec la participation des partenaires régionaux. La Déclaration de Delhi sur l'Afghanistan, adoptée à cette réunion, est l'expression du consensus régional sur l'Afghanistan, qui est indispensable. La communauté internationale et les principales parties prenantes, notamment des acteurs afghans, ont salué la Déclaration de Delhi sur l'Afghanistan.

L'Inde souhaite que le pouvoir politique en Afghanistan soit représentatif de toutes les composantes de la société afghane. Un gouvernement largement représentatif et inclusif serait mieux accepté et plus légitime au niveau international. Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire que la communauté internationale s'exprime

d'une seule voix en ce qui concerne l'Afghanistan. La résolution 2596 (2021) prie le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité un rapport écrit sur les recommandations stratégiques et opérationnelles relatives au mandat de la MANUA, compte tenu des récents événements survenus dans les domaines politique, social et de la sécurité. Nous pensons que ce rapport doit contenir des recommandations globales d'un point de vue stratégique. Au moment de décider de l'avenir du mandat de la MANUA en mars 2022, le Conseil doit donner la priorité à la prospérité, au bien-être et aux attentes du peuple afghan.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M^{me} Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, de ses réflexions et de son évaluation de la situation en Afghanistan. Nous remercions également M^{me} Freshta Karim de sa déclaration claire, émouvante et courageuse. Nous saluons enfin la participation de représentants d'États de la région à la présente séance.

Les nouvelles réalités en Afghanistan depuis le 15 août n'ont rapproché ni les Afghans ni la communauté internationale de la stabilisation du pays ou de la création d'un État pacifique, indivisible et dont le territoire est exempt de stupéfiants et de criminalité. Aux problèmes de longue date qui n'ont pas été résolus depuis des décennies s'ajoutent de nouveaux défis, liés principalement à l'absence de reconnaissance internationale. Nous restons favorables à la formation d'un gouvernement véritablement inclusif en Afghanistan, qui reflète adéquatement les intérêts de toutes les forces ethniques et politiques du pays, à une politique intérieure modérée et à une politique étrangère bienveillante, ainsi qu'au respect des droits fondamentaux, notamment ceux des femmes et des enfants. L'élimination de la menace que représentent le terrorisme et les stupéfiants reste une tâche essentielle.

Nous espérons que les nouvelles autorités seront plus clairvoyantes que les précédents dirigeants de l'Afghanistan qui, pour satisfaire leurs propres ambitions, ont sacrifié les intérêts nationaux et laissé leur peuple se débrouiller seul. Nous constatons que les Taliban sont prêts à coopérer concrètement avec la communauté internationale et les partenaires régionaux pour relever le principal défi auquel le pays est confronté : rétablir l'ordre et reconstruire le pays après des années de conflit.

Nous constatons également les premiers signes positifs en ce qui concerne le retour des femmes au travail dans la sphère sociale ainsi que l'éducation des filles.

Par ailleurs, nous prenons acte des efforts déployés par les nouvelles autorités pour lutter contre Daech dans un contexte d'attaques terroristes sanglantes de plus en plus fréquentes, par lesquelles l'État islamique d'Iraq et du Levant-Province du Khorassan cherche à déstabiliser la situation dans le pays et au-delà. Le problème des stupéfiants est également lié au terrorisme, ceux-ci étant la principale source de financement des terroristes. Aujourd'hui, il existe un risque réel que le terrorisme et le trafic de stupéfiants s'étendent au territoire des pays voisins, notamment en profitant des flux migratoires. Nous osons espérer que les Taliban continueront d'honorer la promesse qu'ils ont faite d'éliminer ces problèmes. Toutefois, ces problèmes, qui sont associés à la pauvreté, aux pénuries alimentaires et à la corruption, ne sont pas nouveaux en Afghanistan. Dans une large mesure, les Taliban en ont hérité, étant donné qu'ils n'avaient pas été systématiquement abordés au cours des 20 dernières années.

Cependant, contrairement à ce qu'il en était il y a quelques mois, les nouvelles autorités afghanes sont privées de toute source de revenus. Le système bancaire est paralysé et il n'y a pas de flux de trésorerie en Afghanistan. Les médecins, les experts, les enseignants et les policiers ne sont pas payés. Tout cela mène inexorablement à une catastrophe humanitaire qui pourrait toucher des millions d'Afghans ordinaires. La priorité à l'heure actuelle, c'est de fournir une aide humanitaire urgente à l'Afghanistan. Nous saluons l'action rapide menée par l'ONU dans ce domaine, ainsi que la coopération opportune avec les autorités locales. Nous soutenons le rôle de coordination que joue l'ONU pour consolider les efforts internationaux dans le domaine de l'aide humanitaire. Pour notre part, nous sommes également prêts à apporter notre propre contribution à cet effort commun. Nous allons bientôt envoyer des denrées alimentaires, des médicaments et d'autres produits essentiels en Afghanistan. Nous espérons que les principaux donateurs feront également preuve de la générosité nécessaire face à cette situation critique.

Dans le même temps, nous devons comprendre que, malgré l'accroissement de l'aide distribuée via le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et divers fonds et programmes, il ne sera pas possible de régler les problèmes sociaux et économiques de l'Afghanistan si les institutions financières internationales ne mettent fin au

gel de ses actifs financiers. C'est ce qu'a déclaré l'ONU elle-même, en prédisant que l'Afghanistan s'achemine vers un effondrement économique inévitable si ses avoirs gelés ne sont pas débloqués. Dans ce contexte, nous appuyons l'engagement des fonds et programmes des Nations Unies à travailler avec les ministères afghans compétents afin de distribuer les fonds débloqués en vue d'assurer la poursuite sans entrave des travaux des différentes catégories de fonctionnaires chargés de fournir des services à la population.

Il est encourageant de constater que les positions des acteurs régionaux et non régionaux concernant la prévention d'une catastrophe économique en Afghanistan sont tout à fait similaires. À cet égard, nous estimons qu'il serait souhaitable de convoquer dès que possible, sous les auspices de l'ONU, une conférence internationale représentative des donateurs, étant entendu que la charge principale de la reconstruction et du développement économique et financier en Afghanistan après le conflit doit être supportée par les forces dont les contingents militaires sont présents dans ce pays depuis 20 ans.

La Fédération de Russie continue de fournir une assistance directe au processus de règlement afghan. La troïka élargie, dont les dernières réunions se sont tenues à Moscou le 19 octobre et à Islamabad le 11 novembre, joue un rôle clef à cet égard. Le processus de Moscou reste un cadre exceptionnel pour une large coopération régionale, avec la participation des Afghans eux-mêmes, et le rôle particulier qu'il joue a été confirmé pendant le dernier cycle de discussions qui s'est tenu à Moscou le 20 octobre.

Nous sommes en contact régulier avec les cinq pays d'Asie centrale. À cet égard, la coopération au sein des organisations régionales, à savoir l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), notamment le Groupe de travail de l'OTSC sur l'Afghanistan, et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, notamment le mécanisme revitalisé du Groupe de contact pour l'Afghanistan de l'Organisation de Shanghai, est plus que jamais nécessaire.

Pour conclure, nous réaffirmons notre attachement indéfectible à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Afghanistan. Sa sécurité et sa stabilité sont dans l'intérêt des Afghans, de leurs voisins et de l'ensemble de la communauté internationale.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Deborah Lyons, et M^{me} Karim de leurs

exposés. La Chine remercie la Représentante spéciale Lyons pour la diligence avec laquelle elle dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), malgré les conditions difficiles.

À l'heure actuelle, l'Afghanistan se trouve à un stade critique de sa transition du chaos à l'ordre. Il est confronté à des défis d'ordre humanitaire, économique, politique et en matière de lutte contre le terrorisme, et a encore un long chemin à parcourir pour parvenir à la paix et se reconstruire. La communauté internationale doit renforcer la solidarité et la coopération, tendre une main secourable à l'Afghanistan et œuvrer de concert pour accompagner le pays sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement.

Premièrement, il importe d'aider l'Afghanistan à atténuer ses difficultés humanitaires et à reconstruire progressivement son économie et sa société. L'ONU doit en outre jouer un rôle de coordination et mobiliser toutes les parties pour augmenter l'aide humanitaire en faveur de l'Afghanistan et la fournir dans les meilleurs délais. À long terme, nous devons aider le pays à reconstruire son marché intérieur, à participer à la coopération économique régionale et internationale et à s'engager sur la voie du développement. Nous appelons la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres organismes à envisager d'apporter à nouveau un appui financier à l'Afghanistan.

Deuxièmement, nous devons travailler activement avec l'Afghanistan et l'aider à mettre en place une gouvernance nationale autonome, stable et efficace. L'avenir de l'Afghanistan est entre les mains de la population afghane. La communauté internationale doit fournir une orientation positive à tous les groupes ethniques et partis politiques en Afghanistan, et encourager le pays à promouvoir une orientation politique large et inclusive, à adopter des politiques intérieures et étrangères modérées et stables, à protéger les droits et intérêts fondamentaux des minorités ethniques, des femmes et des enfants et à développer des relations de bon voisinage et de coopération.

Troisièmement, nous devons être très vigilants face à la montée du terrorisme et le combattre au moyen d'une approche globale et résolue. La récente série d'attaques terroristes de grande envergure en Afghanistan montre une fois de plus que les forces terroristes profitent de la situation pour se renforcer. La Chine est profondément préoccupée par cette situation. La communauté internationale doit exhorter toutes les parties en Afghanistan à rompre définitivement les liens avec

les forces terroristes. Elle doit également soutenir l'Afghanistan dans son action autonome, résolue et efficace contre toutes les forces terroristes, y compris l'État islamique et le Mouvement islamique du Turkestan oriental.

Quatrièmement, il faut renforcer la coordination et par là, les synergies entre tous les mécanismes relatifs à l'Afghanistan. Nous soutenons le rôle clef de coordination que joue l'ONU pour maintenir la stabilité et fournir une aide d'urgence. Les voisins de l'Afghanistan ont officiellement lancé un mécanisme de coordination et de coopération, et l'année prochaine, la Chine accueillera la troisième réunion des ministres des affaires étrangères des pays voisins afin de promouvoir leur coopération et de contribuer à la stabilité à long terme de l'Afghanistan. Nous espérons que la communauté internationale respectera et appuiera les efforts déployés par les pays voisins.

La crise humanitaire est le défi le plus grave et le plus urgent en Afghanistan, comme nous l'avons entendu dans l'exposé présenté par la Représentante spéciale Lyons. Des rapports récents de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial montrent que plus de la moitié de la population afghane est confrontée à des niveaux sans précédent de faim aiguë, et que 95 % des familles n'ont pas assez à manger. Selon les statistiques de l'UNICEF, d'ici la fin de l'année, 3,2 millions d'enfants afghans de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë sévère et un million d'enfants pourraient en mourir si des mesures ne sont pas prises immédiatement.

À l'approche de l'hiver, le peuple afghan a un besoin urgent de denrées alimentaires, de médicaments et de vêtements chauds, faute de quoi l'hiver sera très rude. Dans ce contexte, les sanctions unilatérales, notamment les gel des avoirs afghans à l'étranger, sont devenues un goulot d'étranglement dont on ne peut pas faire abstraction. Les enseignants, les médecins et les infirmières afghans n'ont pas reçu leur salaire depuis plus de six mois. Lorsque les enseignants ne sont pas rémunérés et que les écoles ne peuvent pas fonctionner, alors comment pouvons-nous parler de la scolarisation des filles ? Comment les médecins et les infirmières peuvent-ils aider la population à lutter contre la pandémie de coronavirus (COVID-19) s'ils ne sont pas rémunérés ? Le gel des avoirs est une peine collective imposée à la population afghane, ce qui est moralement inacceptable et qui, en réalité, aggrave la catastrophe humanitaire. Les avoirs afghans gelés doivent être restitués à leurs véritables propriétaires le plus rapidement possible et ne doivent pas être utilisés comme moyen de pression ou de coercition.

La Chine soutient les Nations Unies dans le rôle important qu'elles jouent actuellement pour aider l'Afghanistan à réaliser une transition sans heurt. Le futur mandat de la MANUA doit refléter pleinement l'évolution de la situation, répondre aux attentes de l'Afghanistan et s'inscrire dans le cadre des travaux et des priorités des mécanismes régionaux internationaux pertinents, de manière à ce qu'ils se renforcent mutuellement. S'agissant du futur mandat de la MANUA, nous espérons que le Secrétaire général prêtera une oreille attentive aux parties afghanes et aux partenaires internationaux et qu'il fera des recommandations concrètes et viables.

M. De Rivière (France) : Je remercie M^{me} Lyons et M^{me} Karim pour leurs interventions. Je salue le courage des équipes des Nations Unies qui travaillent dans des conditions difficiles, ainsi que celui des acteurs de la société civile afghane. En prenant le pouvoir par la force le 15 août dernier, les Taliban ont créé une situation de crise qui a des conséquences graves pour la population afghane et porte le risque de déstabiliser l'ensemble de la région. Face à cette situation, le Conseil doit se montrer uni, déterminé et ferme sur la défense des droits fondamentaux de la population afghane. Aucun signe ni acte concret ne montre jusqu'à présent un changement de la part des Taliban : ils n'ont, pour l'heure, rien mis en œuvre pour respecter les engagements qu'ils ont pris auprès de la communauté internationale.

Sur le plan sécuritaire, la résolution 2593 (2021), adoptée le 30 août dernier, posait des conditions claires sur la rupture totale et claire des liens avec les groupes terroristes et Al-Qaida. Or, force est de constater que les liens entre le commandement d'Al-Qaida et les Taliban perdurent et que, par ailleurs, les Taliban ne se mobilisent pas contre l'État islamique au Khorassan. Plusieurs attentats ont endeuillé l'Afghanistan. Nos pensées accompagnent les victimes. La lutte contre le terrorisme reste une priorité pour la France et nous ne pourrions accepter que l'Afghanistan redevienne un sanctuaire pour les organisations terroristes. Notre action vise, ici comme ailleurs, à tarir les ressources des groupes terroristes, à contrer leur propagande, mais également à garantir le respect des droits de l'homme et à s'assurer qu'il n'y ait pas d'impunité pour les terroristes. Nous attendons des Taliban qu'ils démontrent que les groupes terroristes ne bénéficient d'aucun soutien, ni direct ni indirect, ni financier, ni idéologique, ni politique ni logistique à Kaboul ou dans les provinces afghanes.

La France est gravement préoccupée par la situation humanitaire. La moitié de la population afghane a besoin d'une aide d'urgence et ce chiffre ne cesse d'augmenter à l'approche de l'hiver. Nous ne pouvons rester sans agir : c'est la raison pour laquelle la France a pris l'engagement, lors de la Conférence de Genève du 13 septembre, d'octroyer 100 millions d'euros d'aide humanitaire au profit de la population civile. Nous devons maintenant veiller à ce que cette aide soit acheminée à la population, tout en veillant au plein respect des exigences posées par la résolution 2593 (2021) et des régimes de sanctions imposées par les résolutions 1988 (2011) et 1267 (1999). Dans cette perspective, il importe également que les Taliban se conforment au droit international humanitaire et ne posent aucun obstacle à l'acheminement de l'aide. Ils doivent également, comme ils s'y sont engagés, garantir la protection des personnels humanitaires, y compris les femmes, et celle des infrastructures.

Nous attendons des Taliban qu'ils ne renvoient pas l'Afghanistan 20 ans en arrière. Le respect des droits de l'homme, en particulier s'agissant des femmes et celui de la liberté des médias, ainsi que la formation d'un gouvernement représentatif des diverses composantes de la société afghane, sont des conditions sine qua non auxquelles ils doivent souscrire. Or, en dépit des assurances données, on recense de nombreux cas d'exécutions arbitraires, de répression de manifestations pacifiques et de violences contre des journalistes. Ces agissements doivent cesser. Nous condamnons toute atteinte au droit à l'éducation des filles et adolescentes, et à l'éducation supérieure pour les étudiantes. Les femmes doivent pouvoir travailler sans craindre pour leur vie. Il est également essentiel de garantir l'accès des femmes aux soins médicaux. Les Afghanes se sont battues pour leurs droits, elles continuent de le faire et nous devons les soutenir dans leur combat.

Enfin, les Taliban doivent veiller à assurer la liberté de circulation aux Afghans et Afghanes menacés qui souhaitent quitter le pays et ne pas opposer d'obstacles administratifs à leur départ.

En conclusion, la France continuera d'apporter son plein soutien au peuple afghan et sera attentive à ce que les engagements pris par les Taliban soient respectés et traduits en actions concrètes sur le terrain. Nous ne tolérerons pas d'impunité pour les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (parle en anglais) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général Lyons et M^{me} Karim pour leurs exposés puissants.

La situation en Afghanistan telle que décrite dans les exposés d'aujourd'hui est profondément préoccupante. Les risques d'une catastrophe humanitaire sont réels et exacerbés par l'arrivée de l'hiver et une économie en récession marquée. Quelque 19 millions de personnes connaissent déjà la crise et des niveaux alarmants d'insécurité alimentaire. Il n'est dans l'intérêt de personne de laisser les Afghans mourir de faim. Une action urgente s'impose.

La Représentante spéciale Lyons a dit que cette crise humanitaire pouvait être évitée. Le travail de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et des hauts dirigeants de l'ONU sera crucial. Nous devons faire en sorte d'apporter une réponse internationale qui soit soutenue par des ressources adéquates, hiérarchisée en termes de priorités, et coordonnée, sous la direction de l'ONU.

Le Royaume-Uni continuera d'être l'un des principaux appuis de l'intervention humanitaire. L'aide totale du Royaume-Uni à l'Afghanistan cette année s'élève maintenant à 286 millions de livres, dont 50 millions serviront à fournir des secours humanitaires vitaux à plus de 2,5 millions d'Afghans vulnérables.

Toutefois, la communauté internationale doit faire davantage et agir rapidement pour trouver des solutions créatives afin de remédier à la crise de liquidités et pour établir des principes et des mécanismes en vue d'offrir une assistance qui aille au-delà de l'aide humanitaire de base. Nous espérons que la Banque mondiale et les donateurs trouveront un moyen de réaffecter la somme de 1,5 milliard dollars du fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan au profit de la santé et d'autres services essentiels. Pour leur part, les Taliban devraient répondre aux préoccupations de la communauté internationale concernant le terrorisme, l'accès humanitaire, le passage en toute sécurité, la formation d'un gouvernement inclusif et les droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles.

Sur le terrorisme, nous exhortons les Taliban à dire clairement et publiquement que les combattants terroristes étrangers ne sont pas les bienvenus, et à ne pas autoriser Al-Qaida, l'État islamique ou d'autres groupes terroristes à s'organiser, à lever des fonds ou à planifier des attentats depuis le territoire afghan.

Nous nous réjouissons que les Taliban, d'après les informations données par la Représentante spéciale Lyons, prennent des mesures positives pour garantir aux travailleurs et travailleuses humanitaires un accès sans entrave et sûr. Nous sommes également encouragés par la réouverture des établissements secondaires aux filles dans au moins huit provinces. Cependant, tous les enfants, y compris les filles de tous âges, devraient pouvoir aller à l'école, et toutes les femmes, travailler, accéder aux services et participer à la vie publique. Des femmes et des filles éduquées et en bonne santé contribueront à la paix, à la stabilité et au développement.

Nous espérons que les dirigeants de tout le monde islamique continueront d'appuyer ce message. Si le nombre de décès dus au conflit est en train de chuter, la situation des droits de l'homme en Afghanistan demeure profondément préoccupante, notamment au vu des renseignements crédibles qui font état de graves violations de ces droits, y compris des exécutions extrajudiciaires, des restrictions imposées à la société civile et des attaques contre des groupes minoritaires.

Notre approche à l'égard des Taliban restera calibrée sur leurs actes, non leurs paroles. Le Conseil de sécurité a clairement énoncé ses attentes minimales dans la résolution 2593 (2021). La meilleure manière de répondre à ces attentes et d'éviter le pire scénario humanitaire consiste pour la communauté internationale à être unie, notamment dans son dialogue avec les Taliban.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, de son exposé, que nous avons beaucoup apprécié. Je suis vraiment reconnaissante à M^{me} Karim pour son exposé, en particulier quand on sait qu'il n'est pas sans risque pour elle de nous livrer son témoignage par les temps qui courent. Elle a laissé son empreinte dans cette salle ; je veux l'en assurer.

Depuis la dernière fois que nous nous sommes réunis, le 9 septembre (voir S/PV.8853), peu de ce que nous espérions s'est produit, tandis que beaucoup de ce que nous craignons a eu lieu. Le gouvernement inclusif tant promis tarde à faire son apparition. Il n'y a aucun dialogue crédible, représentatif de tous les Afghans, dans le sens d'une gouvernance future. Il n'y a pas de stabilité. À la place, ce que nous voyons, et ce que le peuple afghan vit, c'est de la violence, de la peur et de la répression aux mains des Taliban.

Les femmes et les filles sont toujours attaquées en Afghanistan. Elles sont prises pour cibles par les Taliban pour leur éducation, leur travail, leur activisme,

parce qu'elles réclament la jouissance de leurs droits fondamentaux. Pour le dire simplement, elles sont prises pour cibles en raison de leur genre. C'est délibéré et c'est motivé par une volonté de réprimer et de contrôler – pour ôter aux femmes leur autonomie, leur choix et leur liberté.

De nombreuses femmes afghanes sont arrivées à la difficile conclusion que leur vie et leur avenir ne sont possibles qu'en dehors de l'Afghanistan. Malgré les garanties concernant le passage sécurisé que le Conseil a formulées dans sa résolution 2593 (2021), les Taliban n'ont pas non plus respecté ce choix.

Les informations faisant état de l'assassinat, au début du mois, de la défenseuse des droits humains et économiste, Frozan Safi, ne montrent que trop clairement les dangers auxquels les femmes sont confrontées. M^{me} Safi et trois de ses collègues avaient l'intention de quitter l'Afghanistan. Elles avaient reçu un appel censé concerner un vol d'évacuation. Au lieu d'un passage sécurisé, ces femmes n'ont connu que la haine et, pour finir, des violences horribles qui leur ont été fatales.

Je l'ai déjà dit et je le répète aujourd'hui : nous ne pouvons pas fermer les yeux alors que les femmes afghanes sont prises pour cible et attaquées. Le courage et la force d'innombrables femmes afghanes, comme notre intervenante d'aujourd'hui, M^{me} Karim, et M^{me} Safi et ses collègues, doivent être salués, mais la communauté internationale doit également faire comprendre aux Taliban que leurs agissements ne seront pas sans conséquences.

Aujourd'hui, cela fait 61 jours que les Taliban imposent des restrictions à la scolarisation des filles dans le secondaire, chaque jour marquant une perte inadmissible pour l'avenir de l'Afghanistan. Une génération entière de filles est privée d'éducation en raison de la peur et de la suspicion de certains hommes. Chaque enfant, quel que soit son genre, a droit à l'éducation sur un pied d'égalité.

Les droits des enfants en Afghanistan se seraient aussi considérablement détériorés depuis août, avec une augmentation du travail, du recrutement et de l'utilisation des enfants, de la traite d'enfants et du mariage d'enfants. Le recul des droits des femmes et des enfants en Afghanistan sous le contrôle des Taliban a été à la fois brutal et rapide. Leur protection et la défense de leurs droits doivent être au centre de toutes nos délibérations sur l'avenir de l'Afghanistan.

Nous condamnons aussi fermement les récents attentats terroristes, les actes de violence et, d'intimidation

et les déplacements forcés visant les minorités. Nous condamnons la répression de la société civile et des journalistes afghans.

Il n'y a pas de mots assez forts pour décrire l'ampleur de la crise humanitaire qui sévit actuellement en Afghanistan, alors que l'hiver approche et que des millions de personnes risquent de mourir de faim. Nous avons été avertis, y compris aujourd'hui par la Représentante spéciale Lyons, de la gravité de cette situation. La communauté internationale et le Conseil doivent écouter ces avertissements. La communauté internationale et le Conseil doivent agir.

Les Taliban sont désormais les premiers responsables des conditions dans lesquelles vit la population afghane, mais la communauté internationale doit également passer des promesses et des discours à l'action afin d'éviter des souffrances généralisées et de nombreux décès. Le personnel humanitaire doit être autorisé à intervenir dans toutes les régions du pays. En cette période critique, l'ONU et les organisations non gouvernementales partenaires sur le terrain ne peuvent et ne doivent pas être entravées dans leurs opérations de secours. Le Conseil de sécurité a un rôle à jouer pour ce qui est de faciliter les interventions humanitaires. Nous devons être à la hauteur, c'est notre devoir et notre obligation.

Depuis août, le Conseil a été clair sur nos attentes en ce qui concerne la collaboration avec les Taliban. Nous avons dit que nous les jugerions à l'aune de leurs actes, et non de leurs paroles. Le Conseil et la communauté internationale doivent réaffirmer publiquement, sans aucune ambiguïté, que les droits de tous les Afghans, en particulier les femmes et les filles, les enfants et les minorités, doivent être protégés. Ce message se suffit à lui-même.

M. DeLaurentis (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Lyons et M^{me} Karim de leurs exposés. Nous saluons les efforts qu'elles déploient pour appeler l'attention sur la détresse du peuple afghan, alors que le Conseil de sécurité examine les mesures qu'il doit prendre pour mieux contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité du pays.

Je tiens également à remercier sincèrement le personnel recruté sur les plans national et international de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) du travail inlassable qu'il a accompli et de l'engagement constant dont il a fait preuve au cours des derniers mois. Il est clair que la présence des Nations Unies en Afghanistan est plus essentielle que jamais.

Nous sommes profondément reconnaissants du soutien que la MANUA continue d'apporter au peuple afghan et à la communauté internationale grâce à ses activités.

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que l'Afghanistan est confronté à d'immenses défis, dont une crise humanitaire de grande ampleur. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette crise : une dépendance endémique à l'égard de l'aide, exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), une grave sécheresse et les effets saisonniers des conditions hivernales, ainsi que des décennies de conflit prolongé qui ont abouti à une prise de pouvoir par des moyens militaires au lieu d'un règlement négocié.

Au fil des ans, la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, a clairement fait comprendre aux Taliban, à maintes reprises, qu'il était dans leur propre intérêt de rechercher un règlement politique du conflit en Afghanistan par des moyens pacifiques, plutôt qu'une victoire sur le champ de bataille. Les Taliban ont choisi cette dernière voie, et nous voyons maintenant les terribles conséquences de ce choix se dérouler sous nos yeux. Cependant, le peuple afghan ne doit pas avoir à payer deux fois pour la décision des Taliban. C'est pourquoi nous devons tous apporter notre concours pour remédier à la crise humanitaire qui se profile en Afghanistan.

Le mois dernier, les États-Unis ont annoncé une aide supplémentaire de plus de 144 millions de dollars destinée aux Afghans touchés par la crise humanitaire actuelle. Cela porte notre contribution totale à l'aide humanitaire en Afghanistan à 474 millions de dollars pour la seule année 2021. Nous sommes fiers de rester le plus grand contributeur à l'appui des besoins d'aide humanitaire de l'Afghanistan. Cette aide sera acheminée par l'intermédiaire d'organisations humanitaires indépendantes, dont l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation mondiale de la Santé, et bénéficiera directement à certaines des 24 millions de personnes vulnérables qui, selon les estimations, auront probablement besoin d'aide en Afghanistan d'ici à l'année prochaine.

Nous nous félicitons des efforts consentis par les organismes tels que le Programme alimentaire mondial, qui entreprend une immense opération pour lutter contre l'insécurité alimentaire croissante en Afghanistan. Nous jugeons encourageante sa volonté de déployer rapidement et à grande échelle son opération, mois après mois, afin de venir en aide à des millions de personnes dans le besoin. Toutefois, pour que l'aide internationale

continue d'être efficace alors que les besoins augmentent, l'ensemble des acteurs humanitaires, y compris les femmes, doivent pouvoir travailler en toute indépendance et sécurité. Sans personnel féminin, il est tout simplement impossible de mettre en place des programmes humanitaires sûrs et fondés sur des principes. Les responsables de la mise en œuvre de l'aide humanitaire doivent pouvoir atteindre sans difficulté toutes les populations dans le besoin, y compris les femmes et les filles.

Dans sa résolution 2593 (2021), le Conseil a souligné la nécessité pour l'ONU, ses institutions spécialisées et ses partenaires d'exécution, ainsi que pour tous les intervenants humanitaires participant aux activités de secours, d'accéder pleinement, en toute sécurité et sans entrave à toutes les personnes qui en ont besoin. Les États-Unis et nos partenaires continueront de demander aux Taliban de se montrer à la hauteur des attentes de la communauté internationale à cet égard. L'aide des États-Unis ne suffit évidemment pas à répondre aux besoins imminents de l'Afghanistan. Nous exhortons par conséquent les autres États Membres à intensifier également leur aide aux efforts humanitaires en Afghanistan, et nous remercions ceux qui l'ont déjà fait.

Nous sommes en outre très préoccupés par la pénurie de liquidités, l'inflation et les autres facteurs économiques qui entravent la fourniture de l'aide humanitaire en Afghanistan. Nous accueillons avec satisfaction les solutions créatives de la communauté internationale destinées à atténuer ces difficultés d'une manière qui limite les avantages indus que pourraient tirer les Taliban et les personnes visées par des sanctions. Bien que nous soyons, comme beaucoup d'autres, préoccupés à juste titre par les besoins humanitaires de l'Afghanistan, nous continuons de veiller à ce que les Taliban respectent leurs engagements en matière de lutte contre le terrorisme, de respect des droits humains et d'inclusion. Les femmes et les filles doivent pouvoir participer pleinement à la vie politique, économique et sociale en Afghanistan. Il ne s'agit pas d'une exigence propre à l'Occident, aux États-Unis ni même à l'Administration Biden. Nous demandons simplement que les femmes et les filles afghanes puissent jouir des droits humains universels auxquels nous avons tous droit.

Il n'y a aucune excuse à l'interruption de l'accès des femmes et des filles à l'éducation. Toutes les filles, y compris celles qui fréquentaient des établissements d'enseignement secondaire et post-secondaire, doivent être autorisées et publiquement encouragées à retourner

à l'école sans plus tarder. Les femmes doivent également avoir le droit de retourner sur leur lieu de travail. Permettre à la moitié de la main-d'œuvre du pays de participer à la vie économique serait un bon point de départ pour aider l'économie afghane à aller dans la bonne direction.

À la lumière de tous les défis dont nous avons débattu aujourd'hui, les États-Unis attendent avec impatience de recevoir les recommandations stratégiques et opérationnelles du Secrétaire général pour l'avenir du mandat de la MANUA. Le rôle joué par l'ONU pour coordonner les opérations humanitaires, rendre compte de manière impartiale de l'évolution de la situation sur le terrain et offrir ses bons offices, est plus que jamais capital.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Mexique.

Je remercie la Représentante spéciale Lyons et M^{me} Karim de leurs précieuses contributions à la présente séance. Je souhaiterais mettre l'accent sur quatre points.

Premièrement, comme cela a déjà été dit, l'arrivée de l'hiver représente un énorme défi pour l'acheminement de l'aide humanitaire, dont dépendent 18,5 millions de civils. C'est pourquoi, conformément à la résolution 2596 (2021), nous insistons sur l'impérieuse nécessité de redoubler d'efforts pour fournir une telle assistance. Un accès libre, sûr et sans entrave à tous les acteurs humanitaires doit être garanti, conformément au droit international humanitaire. À cette fin, nous soulignons que la pleine participation des femmes est indispensable. La prise en compte des questions de genre dans l'élaboration de ces programmes et dans leur mise en œuvre est cruciale. De même, il est nécessaire de veiller à ce que le plan de réponse humanitaire soit financé de manière adéquate.

Nous prenons note avec inquiétude des informations faisant état de violations des droits de l'homme, notamment de menaces visant les défenseuses des droits de l'homme, d'arrestations, de disparitions forcées et de meurtres. Le respect des droits humains de toutes les Afghanes et de tous les Afghans doit être garanti sans distinction. De même, il convient de préserver le droit des filles à l'éducation et celui des femmes à un travail digne et rémunéré.

Nous condamnons sans équivoque les attaques ciblées contre les civils, en particulier les attentats terroristes qui ont eu lieu ces dernières semaines. Le

terrorisme reste l'une des principales menaces pour la paix et la sécurité en Afghanistan et dans toute la région. Le Conseil doit être vigilant quant aux tendances dans la région afin de lutter plus efficacement contre ce fléau. L'Afghanistan ne peut pas redevenir un terreau fertile pour le terrorisme.

Nous faisons écho à l'observation faite par M^{me} Karim concernant le caractère central de l'inclusion. Un Afghanistan stable et pacifique ne pourra se construire que dans la mesure où la pluralité et la diversité des voix afghanes auront un espace et une représentation dans les domaines politique, économique et social. Nous ne pouvons permettre le retour à un Afghanistan où la participation totale, effective et véritable des femmes, des jeunes et des minorités ethniques, linguistiques et religieuses n'est pas garantie. À cet égard, la résolution 2596 (2021) est sans équivoque, car elle souligne l'importance d'établir un Gouvernement inclusif et représentatif, avec la participation pleine, égale et effective des femmes. Nous ne saurions trop insister sur ce point.

Pour terminer, j'exprime l'appui du Mexique au travail réalisé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et la Représentante spéciale Lyons dans cette situation complexe. Leurs efforts sont essentiels pour promouvoir la stabilité en Afghanistan dans l'intérêt du peuple afghan et de la région dans son ensemble.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Isaczai (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord me joindre aux autres pour féliciter le Mexique de sa présidence du Conseil de sécurité. Je tiens également à saluer la présence parmi nous de la Représentante spéciale Lyons à l'occasion de cette séance, et je salue ses efforts et le rôle de premier plan joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dans des circonstances très difficiles. Je remercie en outre ma compatriote, M^{me} Freshhta Karim, de son exposé émouvant et puissant.

Au nom du peuple afghan, je saisis cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude et ma reconnaissance au personnel du système des Nations Unies, des autres organisations internationales et des organisations non gouvernementales locales pour l'aide vitale qu'ils apportent au peuple afghan en ces temps très difficiles et éprouvants.

Depuis la précédente séance du Conseil (voir S/PV.8853) tenue le 9 septembre, la situation dans mon pays s'est aggravée. L'Afghanistan est actuellement confronté à une crise aux proportions historiques. La vie et la dignité de millions d'Afghanes et d'Afghans sont menacées par une économie défailante, une grave insécurité alimentaire et l'absence de sécurité et de droits et de libertés fondamentaux.

Nous avons entendu différents chiffres concernant le nombre d'Afghans ayant besoin d'aide humanitaire. Je ne vais pas les citer, car ces chiffres ne cessent de changer et ils sont en augmentation. Je vais être franc : je dirais que l'ensemble de la population de 35 millions de personnes aura, tôt ou tard, besoin d'assistance sous une forme ou une autre. Le temps presse et nos efforts sont essentiels.

La pauvreté reste très répandue. Le Programme des Nations Unies pour le développement estime que, si les tendances actuelles se poursuivent, l'Afghanistan connaîtra une pauvreté quasi universelle, de l'ordre de 97 % de la population, d'ici la mi-2022.

Malheureusement, dans cette situation très sombre, les Taliban n'ont pas tenu leurs promesses ni leurs engagements envers les Afghans et la communauté internationale s'agissant d'atténuer les conséquences de la crise et les souffrances de la population afghane. Les Taliban continuent de défier les appels internationaux à assurer le respect des droits humains des Afghanes et des Afghans, à former un Gouvernement inclusif et à couper leurs liens avec les groupes terroristes internationaux. En outre, ils continuent à pratiquer l'apartheid fondé sur les sexes en empêchant les femmes de travailler et les filles de fréquenter les écoles secondaires. C'est aujourd'hui le soixante-deuxième jour de l'interdiction par les Taliban de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire. Cela ne peut pas continuer.

Les Taliban ont également réprimé les manifestations pacifiques et continuent de commettre des meurtres en représailles malgré leur prétendue amnistie. En outre, nous n'avons vu aucune mesure concrète de leur part pour élargir la base de leur autorité transitoire et établir une feuille de route pour la paix qui puisse conduire à un Gouvernement véritablement inclusif et démocratique.

Les membres du Conseil ont déclaré à juste titre qu'ils ne jugeraient pas les Taliban à leurs paroles, mais à leurs actes. Le peuple afghan attend de la communauté internationale qu'elle tienne cette promesse et qu'elle

fasse pression sur les Taliban pour qu'ils ouvrent la voie à un Gouvernement inclusif, jouissant d'une légitimité interne et externe et représentant les voix de toutes les Afghanes et de tous les Afghans.

Bien que les Taliban, qui ont choisi de prendre le pouvoir par la force et de s'imposer au peuple afghan, portent clairement la responsabilité de cette situation catastrophique, la communauté internationale n'a d'autre choix que de rester engagée et de veiller à ce que les Taliban honorent leurs promesses et leurs engagements.

Je vais souligner cinq domaines dans lesquels la communauté internationale peut exercer une certaine influence et rester engagée.

Premièrement, et cela ne fait aucun doute, comme l'ont souligné d'autres orateurs, l'aide humanitaire et la fourniture de services de santé doivent être accrues de manière notable afin de sauver des vies et d'éviter l'effondrement total du pays. Avec une sécheresse majeure tenace, l'arrivée de l'hiver, la propagation de la pandémie, l'effondrement de l'économie et un régime qui n'est pas en mesure de payer les salaires et de fournir les services les plus élémentaires à la population, tous les éléments d'une catastrophe sont réunis. Les effets de cette crise sur les plus vulnérables seront dévastateurs et difficiles à inverser, en particulier pour les femmes, les enfants et les personnes handicapées.

Selon l'UNICEF, 1 million d'enfants risquent de mourir de malnutrition aiguë sévère sans traitement immédiat. Les interventions humanitaires doivent donc privilégier ces groupes vulnérables et les cibler spécifiquement afin qu'ils ne soient pas laissés de côté. Nous devons également renforcer les mécanismes d'acheminement en appuyant les cadres existants, tels que le Programme de solidarité nationale et les conseils de développement communautaire, qui ont été utilisés par le passé pour faciliter la distribution de l'aide humanitaire. Nous devons également venir en aide aux organisations non gouvernementales nationales, qui jouent un rôle essentiel dans la distribution de l'aide humanitaire.

Cette montée en puissance exige d'augmenter considérablement les fonds versés par la communauté des donateurs à l'ONU et aux autres organisations internationales actives sur le terrain. Le peuple afghan est reconnaissant des contributions extrêmement généreuses annoncées durant la réunion de haut niveau sur la situation humanitaire en Afghanistan organisée par le Secrétaire général et durant la réunion de haut niveau du Groupe des Vingt, mais cela ne suffit pas. J'exhorte

les donateurs à continuer de financer les appels et les programmes humanitaires de l'ONU, car les besoins dépassent de loin ceux auxquels les fonds actuellement disponibles peuvent permettre de répondre.

L'ONU reste l'une des principales bouées de sauvetage dont dépendent la majorité des Afghans aujourd'hui, mais l'aide humanitaire ne suffira pas à prévenir l'effondrement de l'économie afghane. La communauté internationale doit trouver des moyens de mener une action transversale portant sur l'aide humanitaire, le développement et la paix. En ce faisant, il est évidemment essentiel de ne pas financer directement le régime Taliban ou mettre en œuvre des modalités opérationnelles dont il bénéficierait indirectement.

À cet égard, je salue les efforts que déploient le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes des Nations Unies pour créer des fonds d'affectation spéciale et des mécanismes afin de payer les salaires du personnel de santé et des enseignants et de transférer des espèces directement aux familles pauvres.

J'encourage vivement le Conseil à réfléchir à des moyens de remédier au problème bancaire actuel et à continuer de déroger aux sanctions pour les opérations humanitaires et la prestation de services.

Deuxièmement, pour sortir de cet état de crise perpétuelle en Afghanistan, il est impératif de relancer le processus de paix qui a débuté à Doha, qui est au point mort, et d'œuvrer à l'instauration d'une paix durable à long terme.

La situation en Afghanistan est extrêmement fragile. Seul un gouvernement inclusif permettra de prévenir une nouvelle guerre civile jouant sur les lignes ethniques ainsi que l'utilisation du territoire afghan par des entités terroristes étrangères et de sortir progressivement de cet état de crise humanitaire perpétuelle pour créer une économie plus stable.

Le rôle de l'ONU en tant qu'intermédiaire impartiale et honnête contribuant à l'élaboration d'une feuille de route est essentiel. À cet égard, je me fais l'écho de l'appel lancé par M^{me} Karim en faveur de l'organisation d'une conférence internationale qui puisse permettre de venir à bout de la crise actuelle, d'ouvrir de nouvelles perspectives de paix et de créer un gouvernement inclusif auquel les Afghans, toutes ethnies et tous horizons confondus, y compris les femmes, s'identifient. À cette fin, nous prions le Conseil d'envisager, durant ses

délibérations en mars, de doter la MANUA d'un mandat complet et robuste, qui permettra d'initier un dialogue entre les Afghans en vue de parvenir à une paix durable.

Troisièmement, il importe que la communauté internationale collabore avec les Taliban conformément aux engagements pris dans plusieurs résolutions de l'ONU et de l'Assemblée générale, c'est-à-dire sans reconnaître le rétablissement de l'Émirat islamique d'Afghanistan ni aucun gouvernement imposé par la force. Les droits des femmes, l'éducation des filles, la liberté des médias et la création d'un gouvernement inclusif, avec la participation des femmes, doivent être au cœur du dialogue entre la communauté internationale et les Taliban.

Quatrièmement, la communauté internationale doit créer un mécanisme de surveillance des droits de l'homme et d'application du principe de responsabilité en Afghanistan. Nous accueillons avec satisfaction la décision prise par le Conseil des droits de l'homme de créer un poste de rapporteur spécial pour l'Afghanistan, mais il faut faire plus pour demander des comptes aux Taliban et aux autres parties pour leurs violations passées et persistantes des droits de l'homme.

Cinquièmement, nous appelons la communauté internationale à collaborer avec les Afghans non pas en tant que victimes, mais en tant qu'acteurs de l'édification d'une paix durable en Afghanistan. Si les Taliban n'ont pas changé, la population afghane a évolué. De nombreux Afghans sont instruits et ont bénéficié des possibilités offertes au cours des 20 dernières années, et ils restent déterminés à faire avancer leur pays dans la bonne direction. Ils peuvent exprimer d'autres vues, éclairer les décisions politiques et induire des changements aux niveaux local et national.

J'exhorte donc la communauté internationale à consulter les Afghans et à collaborer avec eux, en particulier les femmes, dans le cadre de toutes ses activités et à soutenir directement les organisations de la société civile, notamment les défenseurs des droits de l'homme sur le terrain.

En ces temps difficiles, nous prions la communauté internationale de se tenir à nos côtés pour nous aider à repartir et à sortir de la spirale de crise qui touche mon pays afin de bâtir un Afghanistan stable, à même de s'acquitter de ses obligations à l'égard de ses citoyens et de protéger et promouvoir les droits et la dignité de tous ses citoyens, sans discrimination.

L'objectif fondamental de tous les Afghans est de parvenir à un règlement politique juste et durable et de créer un gouvernement inclusif et représentatif au sein duquel sont représentés les femmes et tous les groupes ethniques. Ce règlement doit mener à une solution digne et durable au conflit et contribuer à préserver les acquis des 20 dernières années, en particulier pour les femmes et les filles.

Nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale dans ces efforts. L'ONU, et plus particulièrement le Conseil de sécurité, doit faire clairement comprendre qu'elle ne reconnaîtra pas un gouvernement qui n'est pas inclusif et représentatif. Il doit être clair que les droits et l'autonomisation des femmes ne sont pas négociables et que tout gouvernement qui veut bénéficier d'un appui international doit fournir des garanties constitutionnelles pour les droits de tous ses citoyens et respecter les engagements internationaux de l'Afghanistan.

Pour terminer, je réitère la nécessité de prendre des mesures urgentes pour remédier à la crise humanitaire et parvenir à une paix durable en Afghanistan. Comme l'a mentionné la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, l'effondrement de l'Afghanistan n'est pas un problème exclusivement afghan. C'est une question qui doit préoccuper l'ensemble de la communauté internationale. Si les Afghans sont les premières victimes de cette tragédie aujourd'hui, il est peu probable qu'ils resteront les seules victimes à l'avenir.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Takht Ravanchi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance. Je tiens également à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Lyons, de son exposé et de diriger les efforts de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

La présente séance se tient à point nommé et revêt une grande importance, car l'Afghanistan est confronté à de graves problèmes. La situation humanitaire est très alarmante. À l'approche de l'hiver, la population est sous la menace d'une crise humanitaire imminente. Cela rend d'autant plus urgente la fourniture d'une aide humanitaire à l'Afghanistan.

Compte tenu de la situation actuelle, le rôle de l'ONU est essentiel. Nous appuyons les efforts que déploient la MANUA et d'autres organismes des Nations Unies pour venir en aide au peuple afghan.

En tant que pays voisin, et étant donné les liens historiques, culturels, linguistiques et religieux qui unissent nos deux nations, l'Iran ne peut rester indifférent au sort du peuple afghan. Depuis plus de 40 ans, nous avons accueilli des millions d'Afghans et leur avons offert une aide généreuse, en particulier durant la pandémie et malgré les graves difficultés économiques causées par les sanctions illégales imposées par les États-Unis.

Depuis la mi-août, des milliers d'Afghans entrent chaque jour en Iran. Si l'on ne remédie pas d'urgence et de façon satisfaisante à la situation humanitaire dans leur pays, des centaines de milliers d'Afghans supplémentaires pourraient entrer en Iran durant l'hiver prochain. À ce jour, nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les Afghans qui arrivent en Iran, notamment en répondant à leurs besoins élémentaires. Nous avons également envoyé de nombreux convois humanitaires en Afghanistan.

Cependant, du fait des sanctions illégales et inhumaines imposées par les États-Unis et en raison du manque de ressources financières, nous ne pourrions continuer de les aider seuls.

Soyons clairs. Il ne s'agit pas d'un problème local et il ne faut pas s'attendre à ce que les voisins de l'Afghanistan relèvent, à eux seuls, ce lourd défi. Nous appelons la communauté internationale, et notamment les pays donateurs, à assumer leurs responsabilités et à fournir aux voisins de l'Afghanistan des ressources financières supplémentaires et suffisantes pour aider les réfugiés et les déplacés afghans.

La fourniture en temps utile de l'aide humanitaire et le déblocage des avoirs gelés de l'Afghanistan, qui sont essentiels pour relancer l'économie afghane et sauver des vies, ne doivent en aucun cas être politisés ou soumis à des conditions. En outre, il faut déployer parallèlement des efforts pour éviter un effondrement total de l'économie afghane. Ces efforts urgents ne doivent toutefois pas détourner notre attention et nos efforts de la nécessité de lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue en Afghanistan.

Les attentats terroristes commis récemment en Afghanistan, notamment ceux qui ont eu lieu à Kaboul aujourd'hui, sont très préoccupants et alarmants.

Ils démontrent l'impérieuse nécessité de contrer ces menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité régionales et internationales. Ils démontrent également, une fois de plus, la brutalité des terroristes. Il convient donc d'appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard du terrorisme et de ceux qui financent, organisent et appuient les actes de terrorisme en Afghanistan. Il faut veiller à ce que le territoire de l'Afghanistan ne soit jamais utilisé pour des activités terroristes, ne serve pas de refuge à des groupes terroristes et ne soit pas utilisé pour la production et le trafic de drogue.

La mise en place d'un gouvernement véritablement inclusif et représentatif, avec la participation de tous les groupes ethniques et religieux, déterminé à lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée et qui garantisse et protège, sur la base des véritables enseignements et principes islamiques, les droits humains de tous les Afghans, y compris les minorités ethniques, linguistiques et religieuses et les femmes, est essentielle à l'édification d'un Afghanistan sûr, stable et prospère. À cette fin, l'Iran poursuivra ses échanges avec toutes les parties en Afghanistan, y compris les Taliban. Dans le cadre de nos efforts pacifiques et humanitaires en Afghanistan, le Représentant spécial de l'Iran pour l'Afghanistan est actuellement en visite à Kaboul. Au cours de sa visite, il a rencontré de hauts responsables taliban et a discuté de questions urgentes, comme l'aide humanitaire, les réfugiés et les défis économiques et de sécurité auxquels le peuple afghan est confronté.

Nous poursuivrons également nos consultations avec les pays voisins de l'Afghanistan ainsi qu'avec les partenaires régionaux et internationaux, notamment l'ONU, pour contribuer à instaurer durablement la paix, la sécurité et la stabilité en Afghanistan. Dans ce contexte, le 27 octobre 2021, nous avons accueilli la deuxième Réunion ministérielle des pays voisins de l'Afghanistan, notamment la Chine, l'Iran, le Pakistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, ainsi que la Fédération de la Russie. Dans une déclaration publiée à l'issue de cette réunion, les participants ont exprimé leur ferme appui à la paix, à la stabilité et à la réconciliation nationale en Afghanistan et ont encouragé toutes les parties en Afghanistan, y compris les Taliban, à poursuivre le dialogue politique et les consultations en vue de constituer un gouvernement inclusif et représentatif, avec la participation de tous les groupes et toutes les catégories dans le pays. L'Iran continuera à apporter son assistance au peuple afghan et à travailler en collaboration avec les voisins de l'Afghanistan et d'autres partenaires pour garantir une paix durable et un développement durable en Afghanistan.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Tadjikistan.

M. Hikmat (Tadjikistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter le Mexique pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de novembre. Je voudrais également m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M^{me} Deborah Lyons, de son exposé détaillé. Je tiens en outre à remercier M^{me} Freshta Karim pour sa présentation édifiante. Nous remercions également la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour le travail qu'elle accomplit dans ce pays.

L'Afghanistan est entré dans une nouvelle ère à la suite du retrait des forces de la coalition, une ère dont le début a été marqué par des défis économiques, financiers et politiques croissants, un mécontentement qui s'intensifie et des doutes quant à l'avenir du pays. Les réalisations et les progrès accomplis par le pays au cours des 20 dernières années, notamment en matière d'autonomisation des femmes et des filles et de protection de leurs droits, sont en train d'être réduits à néant. Aujourd'hui, l'Afghanistan se trouve à un tournant décisif.

Le pays est le théâtre d'une grave crise humanitaire. Environ 22 millions d'Afghans – soit près de la moitié de la population – ont déjà besoin d'une aide humanitaire. Quelque 7 millions de personnes n'ont pas accès aux établissements de santé. Beaucoup de membres de la population ne mangent pas à leur faim, et 3,1 millions d'enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère, le tout accompagné de niveaux élevés de violence et de déplacements. Voilà l'Afghanistan que la communauté internationale a laissé derrière elle. Face à la situation difficile que connaît actuellement l'Afghanistan, nous, ses voisins immédiats, devons intensifier nos efforts pour rétablir la paix et la stabilité dans ce pays.

Depuis que les Taliban ont pris le contrôle de Kaboul, la situation politique, socio-économique et en matière de sécurité en Afghanistan a empiré, ce qui aura des conséquences plus importantes non seulement pour les pays de la région mais aussi au-delà. L'exportation de l'extrémisme, du terrorisme et des idéologies radicales, l'augmentation du trafic de drogue et le flux de réfugiés sont quelques-uns des défis immédiats auxquels les pays de la région pourraient être confrontés si la situation continue à se détériorer. Par conséquent, il est impératif que la communauté internationale déploie des efforts concertés pour prévenir ces problèmes à la frontière avec l'Afghanistan.

Étant donné l'approche actuelle adoptée par les Taliban, nous arriverons très bientôt au point de non-retour. La communauté internationale, par l'intermédiaire de différents formats en Italie, à Moscou, à Delhi, à Islamabad ou en Turquie, a envoyé des messages clairs aux Taliban : mettre en place un gouvernement inclusif, rompre les liens avec les autres organisations terroristes, ne pas transformer l'Afghanistan en un refuge pour les terroristes et garantir les droits fondamentaux des femmes, des enfants et des groupes ethniques. Jusqu'à présent, aucune de nos demandes n'a été satisfaite ou, pour être exact, aucune de leurs promesses n'a été tenue. Leur gouvernement intérimaire est entièrement dominé par les représentants d'un seul groupe ethnique – un groupe terroriste.

Les Taliban, en coopération avec Al-Qaïda, l'État islamique et d'autres organisations terroristes, poursuivent leurs opérations militaires dans la province de Panjshir contre les forces de résistance nationale dirigées par Ahmad Massoud. Aujourd'hui, les Taliban ont regroupé leurs forces dans la partie nord de l'Afghanistan, qui est sous le contrôle des groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda et Jamaat Ansarullah, près de la frontière avec le Tadjikistan.

Il n'y a pas de place pour les droits des femmes et des filles dans la mentalité médiévale des Taliban et leur interprétation erronée de la charia. Ils l'ont fait savoir clairement en abolissant le Ministère des affaires féminines et en déclarant que les femmes ne feraient pas partie de leur nouveau gouvernement. Il importe de souligner que l'exclusion des femmes des postes de décision et les autres décisions controversées prises par les Taliban vont à l'encontre de la Déclaration des droits de l'homme et des promesses que les Taliban eux-mêmes avaient faites.

Vingt années se sont écoulées et le monde a changé, mais les Taliban n'ont pas changé. Néanmoins, l'Afghanistan a changé au cours de ces années. Certains progrès ont été réalisés pour garantir les droits des femmes et des filles. Une nouvelle génération de jeunes et de femmes instruites – qui ont été témoins des changements et des libertés que les 20 dernières années ont apportés – a vu le jour. Ils ne connaissent rien du mode de vie et des méthodes barbares de gouvernance des Taliban.

Par conséquent, nous ne devons pas nous laisser tromper par les promesses vides de sens des Taliban. Il faut que de véritables changements aient lieu sur le terrain avant que la communauté internationale ne fasse

le prochain pas. En tant que communauté internationale, nous devons être cohérents dans notre approche et unis dans nos actions. Nous devons continuer à faire pression sur les Taliban pour les amener à entendre notre message et à s'y conformer.

Le Tadjikistan condamne fermement toutes les formes d'anarchie, de meurtre, de vol et de persécution contre le peuple afghan, notamment les Tadjiks, les Ouzbeks, les Hazara et les autres groupes ethniques. Il ne faut pas entraîner l'Afghanistan et son peuple, qui ont déjà beaucoup souffert, dans une nouvelle guerre sanglante. En tant que pays qui a des liens culturels et linguistiques et partage la plus longue frontière avec l'Afghanistan parmi les pays d'Asie centrale, le Tadjikistan ne peut pas rester indifférent alors que le peuple afghan tout entier est au bord d'une catastrophe humanitaire.

L'hiver approche. Le contexte socioéconomique et la situation humanitaire en place vont encore se dégrader. À cet égard, une aide humanitaire directe doit être acheminée d'urgence et sans entrave au peuple afghan, et distribuée de manière non discriminatoire à tous les pans de la société afghane, sous les auspices de l'ONU. Dans cet effort, la communauté internationale doit veiller à éviter de renforcer les Taliban ou de leur donner un élan.

Dans ce contexte, nous saluons les récents efforts et l'initiative du Programme des Nations Unies pour le développement s'agissant de payer les salaires de plus de 23 000 agents de santé en Afghanistan, en fournissant 15 millions de dollars pour éviter l'effondrement du secteur tout entier. Le Tadjikistan est prêt à mettre à contribution ses infrastructures et son territoire pour aider à acheminer l'aide humanitaire nécessaire au peuple afghan.

Le Tadjikistan a toujours appuyé le rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan et reste fidèle à sa position. Nous réaffirmons que nous n'apporterons de soutien qu'à un gouvernement afghan inclusif, dans lequel toutes les couches sociales et ethnopolitiques du pays sont représentées. Nous espérons également qu'un futur gouvernement afghan garantira les droits et libertés fondamentaux de tous les citoyens afghans, en particulier des femmes. Le Tadjikistan n'entend pas reconnaître un gouvernement formé grâce à l'oppression ou la persécution ou sans tenir compte des intérêts de l'ensemble du peuple afghan, en particulier des minorités ethniques.

À cette jonction historique, nous estimons que la création d'un gouvernement inclusif est le seul moyen de répondre aux espoirs de millions d'Afghans qui aspirent à voir la paix et la prospérité revenir en Afghanistan.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : La délégation pakistanaise se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer à l'examen, au Conseil de sécurité, de la situation en Afghanistan.

Nous félicitons l'Ambassadrice Deborah Lyons, Représentante spéciale du Secrétaire général, pour son exposé très complet, dans lequel elle a décrit le rôle que joue la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour stabiliser la situation en Afghanistan. Nous avons également entendu deux citoyens afghans, M^{me} Karim, dont le message chargé d'émotion trouve évidemment en nous un écho, et l'Ambassadeur Isaczai, qui représente un pays, mais pas un gouvernement. Nous pensons que la présente séance du Conseil et d'autres réunions du même type bénéficieraient de la contribution de ceux qui gouvernent effectivement à Kaboul, car elle donnerait un panorama complet de la situation sur place, contrairement à une discussion partisane comme celle-ci.

Les scénarios de cauchemar évoqués après le 15 août ne se sont pas réalisés. Il n'y a pas eu de violence généralisée ni de violations des droits humains en Afghanistan. Selon les organismes des Nations Unies et les organisations humanitaires, les conditions de sécurité se sont considérablement améliorées. Le Gouvernement provisoire a autorisé et facilité l'acheminement d'une assistance directe au peuple afghan, y compris par l'intermédiaire de travailleuses humanitaires, et je souhaiterais que M^{me} Lyons le confirme. Il est réceptif aux échanges avec la communauté internationale, notamment avec les pays voisins. Le verre n'est peut-être qu'à moitié plein, mais ces échanges ont permis de progresser sur plusieurs préoccupations de la communauté internationale. Malheureusement, cela ne se reflète pas tout à fait dans notre débat aujourd'hui.

Les écoles pour filles, jusqu'à la sixième, sont ouvertes dans tout l'Afghanistan. Je pense que l'Ambassadrice Lyons pourra aussi le confirmer. Les universités sont ouvertes, et les femmes y suivent des cours, bien que dans des classes séparées. Ce sont les écoles secondaires qui ne sont pas ouvertes, parce que, d'après ce

que nous disent les Taliban, ils manquent d'enseignants et n'ont pas la capacité de payer les enseignants pour ouvrir ces écoles.

La difficulté immédiate réside bien sûr dans la terrible crise humanitaire et économique qui sévit en Afghanistan. La moitié de la population, soit 28 millions de personnes, est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. L'hiver va exacerber la faim et les privations, notamment dans les régions inaccessibles de l'Afghanistan. Nous louons les efforts que déploient le Secrétaire général, l'ONU et les organisations internationales telles que le Programme alimentaire mondial (PAM), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé, et d'autres, pour répondre aux besoins alimentaires et humanitaires divers du peuple afghan. Ils rapportent bénéficier, et ici, je cite le Secrétaire général « d'une excellente coopération » de la part du Gouvernement à Kaboul. Nous sommes très heureux que l'appel éclair du Secrétaire général pour 2021 soit entièrement financé.

Mais nous savons tous qu'une aide supplémentaire sera nécessaire pour éviter une catastrophe humanitaire et un effondrement économique. Les organisations humanitaires se heurtent également à des difficultés pratiques en raison des sanctions imposées au niveau bilatéral et par le Conseil de sécurité. Comme l'a dit le Secrétaire général, l'aide humanitaire doit être inconditionnelle. Je suis donc choqué que l'on exige ici que l'aide humanitaire accordée à l'Afghanistan soit exploitée pour en tirer des concessions politiques. C'est contraire au droit international. Nous espérons que les décisions appropriées seront prises pour permettre à l'ONU et à d'autres organisations de venir à bout des problèmes pratiques qui entravent l'acheminement d'une aide indispensable au peuple afghan.

Une crise plus globale se profile, avec le risque d'un effondrement économique total. Des liquidités sont nécessaires pour relancer l'économie, payer les salaires, restaurer les petites entreprises et revitaliser le système bancaire. Nous nous félicitons de la création du Fonds d'affectation spéciale réservé pour l'Afghanistan. Nous espérons que ce mécanisme et d'autres entités similaires seront mis en place rapidement afin d'augmenter les flux d'argent et de stabiliser l'économie afghane, et que le gel injustifié des avoirs afghans sera bientôt levé.

Les conséquences d'une crise humanitaire majeure et d'un effondrement économique en Afghanistan seraient épouvantables, avec des souffrances humaines

massives, le départ de millions de réfugiés supplémentaires, la probabilité d'un chaos et d'une résurgence du conflit, et le renforcement de Daech et d'autres groupes terroristes. Lorsque des millions de réfugiés afghans commenceront à franchir nos frontières, nous, qui accueillons déjà 4 millions de réfugiés afghans, ne serons pas en mesure de les recevoir. Ils devront être accueillis ailleurs. Voilà les conséquences que la communauté internationale se doit d'éviter.

Le Pakistan fait tout ce qu'il peut. Nous avons affecté 30 millions de dollars d'aide à l'Afghanistan. Du blé, du riz, des fournitures médicales d'urgence et d'autres articles essentiels sont en train d'être acheminés en Afghanistan. Nous avons levé les droits d'importation sur les produits de base afghans. Nous facilitons le commerce de transit, nous fournissons des médicaments essentiels et nous rénovons les hôpitaux afghans. Le Pakistan facilite également la livraison, par le PAM, de 10 000 tonnes de farine de blé, et un service humanitaire aérien, un pont aérien, a été mis en place entre Islamabad et Kaboul.

Durant la récente visite qu'a effectuée à Islamabad le Ministre des affaires étrangères par intérim des autorités de Kaboul, accompagné des Ministres par intérim des finances, du commerce et de l'aviation, le Pakistan a accepté de dispenser une formation à des médecins, infirmières et aide-infirmiers dans les domaines de la sécurité aérienne et autres. Nous avons également pris d'autres mesures pour aider à stabiliser la gouvernance économique de l'Afghanistan.

Le Pakistan a également pris des mesures concrètes à l'appui de la stabilité en Afghanistan. Nous avons lancé la plateforme des six pays voisins plus la Russie qui s'est réunie à deux reprises et se réunira à nouveau au début de l'année prochaine en Chine. Son objectif est de promouvoir un consensus régional sur les mesures à prendre pour normaliser la situation en Afghanistan, notamment par le biais de l'intégration économique et de la connectivité.

La troïka élargie, composée de la Chine, du Pakistan, de la Russie et des États-Unis, est un format essentiel pour promouvoir les décisions politiques nécessaires à la stabilisation de l'Afghanistan et de la région. Elle s'est réunie la semaine dernière à Islamabad et a également rencontré le Ministre afghan des affaires étrangères par intérim qui était en visite dans le pays. La réunion a permis de transmettre les attentes des membres de la troïka élargie en matière d'inclusivité, de droits de la personne, d'éducation des filles et de participation des

femmes, de prévention des actes de représailles contre les membres de l'ancien Gouvernement, d'élimination de la présence d'organisations terroristes en Afghanistan et de maîtrise du trafic de drogue. Pour sa part, le Ministre afghan des affaires étrangères par intérim a fait savoir que les autorités de Kaboul avaient désavoué les actes de vengeance et annoncé une amnistie pour les anciens opposants et les fonctionnaires de l'ancien Gouvernement, qui sont maintenant incorporés dans les structures de gouvernance et les ministères à Kaboul. L'évacuation des personnes qui souhaitent quitter l'Afghanistan est autorisée dans le cadre de la procédure ordinaire.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'ouverture d'écoles et d'universités pour les filles. Des femmes travaillent dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et leur droit de travailler dans d'autres secteurs est reconnu. Le Gouvernement intérimaire a également donné de nouvelles garanties, dans tous les formats, que le territoire afghan ne serait pas utilisé pour lancer des attaques contre quelque pays que ce soit et qu'il prendrait des mesures efficaces contre Daech et l'État islamique d'Iraq et du Levant-Province du Khorassan. Il a sollicité une assistance pour lutter contre la menace du trafic de drogue. Il a également demandé le dégel des actifs de l'Afghanistan, ce qui serait la meilleure preuve de solidarité possible.

Le processus de dialogue avec le Gouvernement intérimaire de Kaboul a permis de progresser vers la réalisation des objectifs et des attentes de la communauté internationale ; il doit être poursuivi et intensifié. C'est par la voie de ces échanges et de ce dialogue, et non par la coercition, que la communauté internationale pourra faire avancer son souhait de voir un gouvernement inclusive, le respect des droits de la personne, en particulier des droits des femmes, et des mesures

efficaces de lutte contre le terrorisme. Tout en faisant valoir ses préoccupations, la communauté internationale doit également rester réaliste et à l'écoute des besoins humanitaires et économiques de l'Afghanistan tout en tenant compte de ses circonstances culturelles et historiques.

Je fais mienne la proposition de la Représentante spéciale concernant une feuille de route vers la normalisation en Afghanistan, qui conduirait à terme à l'acceptation et à la reconnaissance internationales du nouveau Gouvernement et à sa représentation à l'ONU. Le Pakistan est convaincu que la MANUA continuera à jouer un rôle important et vital dans ce processus de normalisation en Afghanistan. Nous espérons que son mandat renouvelé sera à la hauteur du rôle qu'elle doit jouer dans le cadre de ce processus.

Malheureusement, certains dans notre région continuent, pour des raisons nationales étroites, à jouer le rôle de fauteur de troubles en Afghanistan. Ils restent impliqués dans des stratagèmes visant à déstabiliser l'Afghanistan. Il faut les isoler et les exposer.

Après 40 ans, une occasion s'offre à nous de rétablir la paix dans tout l'Afghanistan et d'y éliminer le terrorisme. Cette occasion ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de l'ego, de la vengeance ou de la déception, et encore moins être sabotée par ceux qui pensent pouvoir profiter personnellement ou stratégiquement de la persistance du conflit et du chaos en Afghanistan.

Le Président (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autre nom inscrit sur ma liste.

J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 17 h 25.